

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

30/05/2016

Retour sur l'Atelier thématique N°1 organisé par ANFASS Démocratique, le CRDH Casablanca-Settat et la CMJC le 27 mai: « justice écologique ».

By Noura /par ANFASS Démocratique

Un atelier thématique s'est tenu vendredi 27 Mai 2016 à Casablanca au siège de la CRDH. Les organisateurs (Commission régionale des droits de l'homme Casa-Settat – Coalition marocaine pour la justice climatique – Mouvement Anfass Démocratique – Coordination de Casablanca) planifient de tenir plusieurs ateliers préparatoires à la Pré-COP de Casablanca (Juillet 2016).

Au nom des organisateurs, Mr H. Belmaddahi, membre de la CRDH Casa-Settat a rappelé le contexte de l'organisation de cet atelier ainsi que l'échéancier des activités préparatoires à la conférence COP22 tenue à Marrakech en Novembre 2016. Il a également insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts de tous afin de monter un plaidoyer solide à défendre au niveau local, national et international.

Dr O. Boumaalif, docteur en médecine et membre du conseil national du mouvement Anfass démocratique, a axé son intervention sur la thématique de la santé durable, avec comme axe central : « L'humain : un écosystème en péril – Vers un nouveau paradigme pour une santé durable ». Pour l'orateur, il faut passer du paradigme actuel « L'homme est un ensemble bio-mécanique (avec une composante psychique ???), régi par des réactions chimiques et une influence génétique » au paradigme nouveau « L'homme est un écosystème interagissant avec un environnement en dégradation constante. La génétique n'est plus importante mais plutôt les facteurs épigénétiques ». « Les microbiotes humains sont en danger, spécialement le microbiote intestinal : il s'agit de 10¹² à 10¹⁴ de cellules, un poids de 2 kg, représentant 95% de l'ensemble des espèces microbiennes de l'organisme » avance Boumaalif. Pour lui, « l'appauvrissement de la richesse du microbiote intestinal est dû à plusieurs facteurs : pauvreté du microbiote de la mère, les naissances par 'césarienne' (70% des accouchements au Maroc, contre moins de 30% comme moyenne mondiale), l'allaitement artificiel, la surconsommation d'antibiotiques, les régimes alimentaires modernes, ... ». Pour illustration, la population Yanomani, peuple indigène amazonien au Venezuela, n'ayant pas eu de contact avec la « civilisation et l'alimentation occidentales » avant 2008, possède le microbiote le plus riche sur terre et représente le double de la richesse du microbiote d'un américain moyen. « Les modes de production et de consommation actuels sont à l'origine des perturbations de santé, Il n'y a qu'à voir l'augmentation de la concentration de maladies (hypertension artérielle, autisme, stress, ...) et sa corrélation avec l'appauvrissement du microbiote intestinal. Il faut absolument les changer comme nous le réclamions dans le manifeste présenté à la COP21 par Anfass et un collectif d'organisations » conclut Boumaalif.

Soraya Kahlaoui, professeur universitaire en sociologie et chercheuse dans la thématique du « droit à la terre » a enchaîné sur le sujet des terres collectives. La chercheuse a commencé par énumérer des

exemples de cas de conflits à cause de « terres collectives » et de « droit aux ressources », tout en lançant un appel au CNDH, institution constitutionnelle chargé de la question des droits de l'homme, pour mettre le droit à la terre au centre de ses préoccupations. Ces exemples de lutte (Larache, Gharb, Guich Loudaya, Imider, Bensmim, ...) sont l'illustration d'un passage forcé, appuyé par des politiques ultra-libérales de l'Etat, d'un mode de production collectif se basant sur une gestion communautaire des terres et des ressources à une privatisation au profit de l'urbanisation, de l'exploitation des sols et des ressources. Ces problématiques engendrent des casses sociales et environnementales dommageables :

Dépossession de terres fertiles au profit de l'urbanisation.

Exode rural non contrôlé, appauvrissement, prolifération de bidonvilles urbains, non intégration, ...

Surexploitation des ressources et des sols sans retombées sur la population environnante.

Abordant la thématique de « l'économie verte », Reda Hamadi, président de l'observatoire marocain des politiques publiques, associe ce concept aux justices sociale et écologique. L'intervenant, citant un rapport du CESE « Economie verte : opportunités de création de richesses et d'emplois », appelle d'abord à la convergence des politiques sectorielles par la planification stratégique, comme le revendique le mouvement Anfass démocratique, et à la prise en compte, à tous les niveaux, de la dimension environnementale, id est de la justice sociale et la justice écologique ! Hamadi adopte la définition du PNUD pour l'économie verte : « L'économie verte est une économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques » et il considère qu'elle s'articule sur 6 axes principaux : L'énergie renouvelable, les moyens de transport (en optimisant l'utilisation des moyens collectifs et de moyens individuels écologiques, exemple la voiture électrique), la gestion des déchets, la gestion de l'eau, la construction écologique et l'aménagement du territoire.

Tout en notant les avancées réalisées par le Maroc sur ces axes, l'orateur met en exergue les manquements notables des politiques publiques. Pour illustration : Il n'y a pas d'exigences particulières de gestion des déchets médicaux pour les cliniques privées, les eaux usées ne sont pas traitées dans la station de Saidia donnée comme exemple phare de la stratégie Azur pour le tourisme, le non-respect des quotas de pêche et du repos biologique par manque de moyens de contrôle, ...

Autant dire que le débat était riches et les enjeux sont énormes et nombreux. Intervenants et organisateurs se donnent déjà rendez-vous pour les prochains ateliers afin d'enrichir les recommandations à porter à la prochaine COP22 de Marrakech.

Propositions de recommandations

Sur le plan international :

Un appel international urgent pour sauver le microbiote intestinal humain.

Une initiative de recherche mondiale concertée sur le microbiote intestinal.

Un congrès international pour une levée de fond pour financer des recherches indépendantes dans ce domaine.

Un appel à un fond urgent pour financer l'adaptation agricole, surtout en Afrique, aux conséquences des changements climatiques.

Sur le plan national :

Un appel à préserver le mode de gestion collectif des terres et à le généraliser.

Convergences des politiques publiques sectorielles et prise en compte du potentiel de l'économie verte.

Législation en matière de respect de l'environnement dans les investissements publics et privés.

Sur le plan régional :

Appel urgent aux autorités à agir face aux résultats inquiétant des qualités de l'air et de l'eau potable dans la région.

Appel urgent à sauvegarder le littoral devant la prolifération du béton en front de mer.

Nécessité d'aménager des espaces verts et de planter des arbres dans l'espace urbain.

Nécessité de produire un plan régional de préservation de l'environnement avec le concours de tous les acteurs.

Encourager les moyens de transport collectifs en densifiant, démocratisant et faisant converger les modes (trains régionaux, trains urbains, tramways, bus écologiques, ...).

Encourager les modes de production et de consommation amis de l'environnement et encourager le terroir.



الدعوة لتشبيك ومأسسة التربية على المواطنة وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية

بالمحاسبة، وإحداث جائزة للقيم داخل المؤسسة التعليمية، وتوحيد المفاهيم والقيم، وإدراج مادة التربية على المواطنة وحقوق الإنسان في البرامج الدراسية في جميع الأسلاك التعليمية. وتميز اللقاء بالتوقيع على اتفاقية شراكة بين الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين بدرجة تافيلالت واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرشيدية-ورزازات في مجال النهوض بثقافة المواطنة وحقوق الإنسان وتعزيزها وترسيخها في منظومة التربية والتكوين بالجهة.

وعرف اللقاء الذي حضره ممثلو جمعيات أمهات وأباء وأولياء التلاميذ الممثلين بالمجلس الإداري للأكاديمية وممثلو الأندية التربوية والفاعلون التربويون والحقوقيون، تدارس مواضيع همت بالخصوص 'مدخل إلى أدوات إشاعة حقوق الإنسان بالمدرسة المغربية' و 'القيم عبر المنهاج: اللغة المغربية في الثانوي التأهيلي نموذجا' و 'القيم عبر مرجعيات الإصلاح التربوي بالمغرب منذ صدور الميثاق الوطني للتربية والتكوين' و 'التعبئة المجتمعية حول المدرسة المغربية وتغيير النموذج القيمي'.

دعا المشاركون في لقاء نظم الأربعاء بالرشيدية حول 'القيم ومنظومة حقوق الإنسان بالمدرسة المغربية' التي تشبيك ومأسسة أندية التربية على المواطنة وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية وتوفير فضاءات ووسائل اشتغالها. وأكد المشاركون خلال هذا اللقاء الذي نظمته الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين بجهة درعة-تافيلالت بتنسيق مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرشيدية - ورزازات، على الأهمية التي يكتسبها إشاعة ثقافة حقوق الإنسان بالمدرسة وتوطيد العلاقة بين المدرسة والمصالح الخارجية بالجهة بصيغة تعاقدية، وتقوية آليات التعاون بين المدرسة وكافة المتدخلين، علاوة على انخراط المؤسسات الإعلامية في ترسيخ القيم بالمؤسسة التربوية وإعداد مدرسة حاملة للقيم.

كما دعا إلى خلق بيئة ملائمة للتكوين في مجال حقوق الإنسان وتنظيم قوافل تحسيسية بأقاليم الجهة للتعريف بثقافة حقوق الإنسان، مع رد الاعتبار للمدرسة والإدارة والمدرس، وخلق وسط ملائم بالمدرسة لتفعيل الديمقراطية سلوكا وممارسة، وإبلاء أهمية كبيرة وتثمين جهود الإدارة التربوية وإعطائها صلاحيات تدبيرية مع ربط المسؤولية



وزير بلجيكي: الإسلام بالمغرب يشكل نموذجا للإسلام الأوروبي

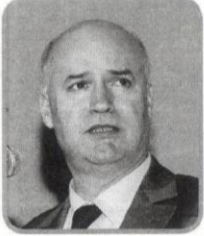
وقائع، ممثلة في الأزمة الاقتصادية لسنة 2008 والأعمال الإرهابية في أوروبا والصعود القوي لأحزاب اليمين المتطرف. وفي هذا الصدد، أشاد الوزير بتنظيم هذا اللقاء الذي يجمع مثقفين وباحثين وطلبة ووزراء من المغرب وأوروبا، مؤكداً أن الأجوبة المحتملة عن مشاكل الإسلاموفوبيا يجب أن تندرج في إطار سيرورة زمنية، ومحذراً من ردود الفعل القائمة على الانفعال. ويأتي تنظيم هذا اللقاء في سياق متوتر، خاصة في بعض البلدان الأوروبية التي تاوي عددا هاما من أفراد الجالية المغربية، حيث تضاعفت، حسب المفوضية الأوروبية، الأعمال المعادية للمسلمين خلال السنوات الثلاث الأخيرة. وتميز اللقاء بمناقشات رامت فهم ظاهرة الإسلاموفوبيا ورصد الوضع مع تشجيع تطوير شراكات بين مختلف الفاعلين المتدخلين على مستوى المغرب وبلدان الاستقبال.

وقد شارك في هذا اللقاء، على الخصوص، نائبة رئيس اللجنة الأولمبية الدولية، نوال المتوكل، وعضو أكاديمية الحسن الثاني الكبير ساسون، وكذا وزراء مغاربة سابقون والعديد من الشخصيات البارزة المنحدرة من الهجرة.

الظواهر والتخفيف من وطأتها على المواطنين المقيمين بالخارج. وأوضح المشاركون في اللقاء أنه في بعض البلدان تتعالى أصوات للمطالبة بتشديد الشروط "القانونية" للهجرة، وهو ما قد يضع مسلسل الإدماج موضع شك، وقد يرقع من مخاطر الإنطواء الجماعي للمهاجرين، خاصة حينما يتم تحميل المسؤولية للإسلام وللبلدان الأصلية. وفي هذا الصدد، دعا مضران إلى تطوير العمل المشترك إلى جانب العيش المشترك، غير أن "الجهل يؤدي إلى الخوف، والخوف يؤدي إلى الكراهية، والكراهية تؤدي إلى العنف". من جهته، أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إدريس البريمي، أنه لا يمكن الاقتصار على محاربة التشدد، معتبرا أنه من الضروري تبني مقاربة شمولية من خلال تعبئة مجموع العلوم الإنسانية، خاصة التاريخ وعلم الاجتماع وعلم الأديان. من جانبه، تطرق الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، أنيس بيرو، إلى الأسباب التي نجمت عنها حالة الارتياب الراهنة إزاء المغاربة المقيمين بالخارج على وجه الخصوص، والجاليات الأجنبية عموما، ملاحظا أن هذه الحالة هي نتيجة تراكم

قال الوزير المكلف بمساعدة الشباب ودور العدالة والرياضات والنهوض ببروكسيل في فدرالية والوني-بروكسيل، رشيد مضران، الجمعة بالصخيرات، إن الإسلام المعتدل والمتسامح كما هو ممارس في المغرب يمكن أن يشكل نموذجا للإسلام الأوروبي. وأوضح مضران، في كلمة خلال لقاء دراسي في موضوع "العيش المشترك بين التطرف والإسلاموفوبيا"، أن الإسلام "المعتدل والمتسامح" كما تتم ممارسته في المغرب يعد نموذجا يمكن للأوروبيين تمثله بشكل كامل، والذي يمكن أن يجيب بشكل أفضل عن تساؤلات الأجيال الشابة في أوروبا الباحثة عن المعنى والهوية. ويهدف اللقاء، الذي تنظمه الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، بقصر المؤتمرات محمد السادس بالصخيرات، إلى التأي من الصور الصادقة والمزايدات اللفظية والسياسية، والبحث عن إجابات براغماتية وواقعية في إطار منهجية جماعية مشتركة متعددة التخصصات والثقافات، بمشاركة الفاعلين المؤسساتيين والسياسيين والأكاديميين ومنظمات المجتمع المدني، بهدف تقديم إيضاحات حول التطرف والإسلاموفوبيا والعيش المشترك، وكذا اقتراح برامج عملية من أجل مواجهة هذه

بيرو يجمع مغاربة العالم لمواجهة التطرف والإسلاموفوبيا في بلدان الإقامة



التي تبارى عددا هاما من أفراد الجالية المغربية، ما أدى إلى تصاعف الأفعال العادية للمسلمين، وتعالى أصوات عديدة في مجموعة من الدول تحمل المسؤولية للإسلام وللبلدان الأصلية للمهاجرين، وتطالب بتشديد الشروط القانونية للهجرة، ويروم اللقاء تقديم توضيحات وإشارات حول الإسلاموفوبيا والتطرف عموما، والتطرف الديني على وجه الخصوص، واقتراح أنشطة وعمليات وإجراءات ملموسة تشمل جميع مستويات صنع القرار وتنفيذه، والتي يمكن أن تشكل أرضية لإعداد كتاب أبيض في الموضوع، فضلا عن التفكير في خطة إعلامية وطنية ودولية لموكبة العمل الميداني وإرساء شبكة للتعاون ومتنديات الحوار والتبادل وخلق مجموعات للتأثير.

بالقول إن تدبير الشأن الديني لا يخص فقط الدول التي يتحدر منها المهاجرون بل هو أمر جماعي يعني أيضا دول الاستقبال. بدوره فؤاد أحضار نائب عن البرلمان الجوي لبروكسيل والتناشط الجمعي، اعتبر أن المسؤولية في ما نعيشه الدول الأوروبية التي تضم مواطنين من أصول مسلمة، هي مشتركة، موصحا أحزاب اليسار هي أيضا مسؤولة عن ما يقع من تنامي للتطرف الكراهية تجاه المهاجرين بسبب ما يترقبه قلة من الخارجين عن القانون وهؤلاء الفرر بهم من طرف الجماعات الإرهابية. وتابع أحضار حديثه بالقول إن الوضع يعتبر في الواقع أكثر تعقيدا ومعهد الأسمكال، مشبها بتحمل المغرب مسؤوليته من جانبه من أجل الاهتمام أكثر بأفراد جاليته ووضع برامج واستراتيجيات لتحصين الشباب من التطرف.

وتعمر هذا اللقاء حول ثلاث نقاط تتعلق بفهم الظاهرة وتحديد الوضعية، حيث تم إعطاء الكلمة للفاعلين الميدانيين للإدلاء بشهادتهم ووسط تجاربهم، ثم تلاها نقاش وتفاعل بين مختلف المشاركين من أجل تقديم توصيات ومقترحات عملية نهم التدخل من خلال تعبئة مختلف الفاعلين والتدخلين. كما جرى فتح نقاش عام مع طلبة جامعيين مشاركين في هذا اللقاء. ويأتي هذا اللقاء في سياق الأحداث الإرهابية العاشة في بعض الدول

بنهاية اللقاء، بجمع مقترحات وتوصيات وشهادات الحاضرين، معربا عن أمه في أن يساهم مغاربة العالم في «فتح النقاش مع مسؤولي ومفتي بلدهم للوصول إلى تحمل المسؤولية المشتركة لخلق طمأنينة جالية المغربية، والتدخل لخلق فضاءات مشتركة للنقاشات، بما يمكن من التعايش».

أما إدريس الزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان اعتبر أن تراكم الإشكاليات المتعلقة بانتماج المهاجرين في بلدان الإقامة هي التي أنتجت هذه الظواهر، داعيا إلى ضرورة إنجاز دراسات سوسولوجية حول هذه القضايا من أجل مواجهتها. وتابع الزمي حديثه

وزير بلجيكي : الإسلام المغربي يمكن أن يشكل نموذجا للإسلام الأوروبي

قال الوزير المكلف بمساعدة الشباب ودور العائلة والرياضات والتهوض ببروكسيل في فيدرالية الوالي-بروكسيل، رشيد مضران، الجمعة بالصخيرات، إن الإسلام المعتدل والتسامح كما هو ممارس في المغرب يمكن أن يشكل نموذجا للإسلام الأوروبي.

وأوضح مضران، في كلمة خلال لقاء دراسي في موضوع «العيش المشترك بين التطرف والإسلاموفوبيا»، أن الإسلام «المعتدل والتسامح» كما تتم ممارسته في المغرب يعد نموذجا يمكن للأوروبيين تعمله بشكل كامل، والذي يمكن أن يجيب بشكل أفضل عن تساؤلات الأجيال الشابة في أوروبا الباحثة عن المعنى والهوية.

ودعا مضران إلى تطوير العمل المشترك إلى جانب العيش المشترك، غير أن «الجهل يؤدي إلى الخوف، والخوف يؤدي إلى الكراهية، والكراهية تؤدي إلى العنف».

ومنظمات المجتمع المدني». وأضاف بيرو أن «الإشكالات، التي تطرح نفسها في بلدان المهجر تختلف من دولة إلى أخرى، ولكل بلد روثبه وتحليله وتنقيحها، موصحا أن «المغاربة يتفرون على فهم معين، لكنه لا يمكن أن يعطي أكله أو يصل إلى صورة متكاملة إلا عبر النقاش مع دول أخرى». وزاد المسؤول الحكومي أن نقاش هذا الموضوع سيستمر من بلدان أوروبية أخرى، حيث سيتم «فتح باب الحوار مع مفتي ومسؤولي هذه الدول لفهم أعمق لهذه الظواهر، وهو ما سيسمح بتأسيس فضاءات مشتركة للحوار والتعايش»، وفق تعبيره.

وأوضح بيرو خلال ندوة صحفية أقيمت على هامش المؤتمر، أن الروية التي توصلت إليها الوزارة تتمثل في توعية أرباط أفراد الجالية بلدهم الأصل، وذلك من خلال استراتيجيات تقوم أساسا على التعريف بالثقافة المغربية وقيم الوسطية والاعتدال للإسلام والتسامح في الدفاع عن حقوقهم ببلدان الإقامة وإشعاع الهوية المغربية بالعالم.

ولفت المتحدث نفسه إلى أن «44 بالمائة من أطفال المغاربة بألمانيا يعانون من الهدر الدراسي، الأمر الذي لا يمكنهم من النجاح في مساهمهم الدراسي والعلمي مستقبلا» حسب تعبيره، مشبها إلى أن «الوزارة تعمل رفة المخرج المغربي كمال كمال على إعداد حقبة ثقافية وقيمية وأدبية للتعريف

بجمع باحثون وأكاديميون من مغاربة العالم على ضرورة التصدي لتصاعد التطرف وكراهية الأجانب، التي يتعرض لها المغاربة القيمون بالخارج لاسيما بأوروبا. وأبرز ثلة من المتكلمين والباحثين السوسولوجيين والنشطاء الجمعويين المقيمين بدول أوروبية، في لقاء دراسي حول موضوع «العيش المشترك بين التطرف والإسلاموفوبيا»، انعقد يوم الجمعة 27 ماي الجاري بقصر الوتومات الصخيرات، ما تشهده دول العالم خاصة أوروبا، في الأونة الأخيرة، من مظاهر تعبر عن الخلط ورفض الآخر والتي ترتفع تدريجيا ضد المسلمين خاصة والأجانب بصفة عامة، موضحين أن التطرف والإرهاب يرتبطان فقط بأقلية من الأشخاص مقابل الملايين من المسلمين، بحيث تبقى الظاهرة بعيدة كل البعد عن القاعدة العامة.

في هذا الصدد، قال أنيس بيرو الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة في كلمته خلال اللقاء الذي نظمته وزارته، أنه لا يمكن معالجة هذه الظواهر بطرق مستعجلة أو فردية، بل «ينبغي التفكير والبحث عن إجابات معيارية واقتصادية واجتماعية والأخص برعمانية وواقعية، في إطار منهجية جماعية مشتركة متعددة التخصصات والأدب والنقائات بمشاركة الدول والسياسيين والأكاديميين

مقتل ربيعة الزيادي ضربة للوزير الرميد وحسابات المناورة في معركة كسر العظم بين المملكة والجمعية المغربية لحقوق الإنسان

0 29 مايو 2016 في متابعات

إعداد: عبد الحميد العوني

قالت مصادر خاصة، إن المحامي، الطليعي عبد الرحمن بنعمرو، رفض "الانقلاب الأبيض" المخطط له لإسقاط قيادة النهج الديمقراطي للجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وتعويضها بحزب الطليعة ضمن إجراءات الدعم الموجهة لفيدرالية اليسار، والمهيئة من الآن لأن تدخل إلى البرلمان القادم أكثر قوة، محاصرة لتوجهات النهج خصوصا في قضية الصحراء.

ومنذ تأييد الجمعية لتوسيع "المينورسو"، لمراقبة حقوق الإنسان في الصحراء، حدثت قطيعة صامتة مع النظام، دفعت إلى حصار النهج والتخطيط لتحويل قيادة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان إلى حزب الطليعة، والسماح لفيدرالية اليسار، بأن تكون ضاغطة على النهج لتغيير موقفه من القضية المذكورة، وذهبت الإجراءات بعيدا في استيعاب هذه الفيدرالية داخل المؤسسات، وتشجيع الاتجاه البرغماتي لمنيب فائدة الاشتراكي الموحد.

ويقتب الصففة جامدة بين الدولة وحزب الطليعة، ودعا بنعمرو، إلى وقف الهجمة على الحركة الحقوقية، بعد مقتل عضوة فرع الجمعية في العرائش ربيعة الزيادي.

ودخلت معركة كسر العظم بين المملكة والجمعية، منطقة رمادية حرجة استدعت تدخل بنعمرو والشبيبة الاتحادية في بيانين منفصلين لدعم الحركة الحقوقية، واليوم، تنتشط هذه الشبيبة بفضل علاقاتها الدولية، وخوف الرباط من المس الشديد بصورة المملكة أكثر من أي وقت مضى.

وربحت الجمعية مؤتمرها المنعقد أيام 22 و23 و24 أبريل الماضي، من دون مفاجآت لوقوف الطليعة في وجه كل المخططات، ورد المؤتمرين على ما أثارته الدولة بخصوص التمويل الأجنبي للجمعية، وسببت الرباط سابقا في توقيف الجمعية وإضراب زعيمها عن الطعام الذي كاد أن يؤدي بحياة المعطي منجب.

واعتبر رئيس الجمعية "الهايج"، عقد المؤتمر الوطني الحادي عشر، انتصارا لجمعيتها، وحسب مصادر "الأُسْبُوع"، فإن كلا من بريطانيا والولايات المتحدة تدخلتا لصالح عقد المؤتمر، ولم ترد الرباط تسليم ورقة أخرى للأمم المتحدة في حريها ضد بان كي مون.

وجاء المؤتمر ضمن ما دعتة الجمعية "حملات الدولة القمعية والانتقامية ضد الحركة الحقوقية والديمقراطية"، خصوصا منذ التصريحات العدائية لوزير الداخلية داخل مبنى البرلمان بتاريخ 15 يوليوز 2014.

الصفقة التي فشلت مع بنعمرو وكادت أن تنجح مع المانوزي

رفض حقوقيو حزب الطليعة الديمقراطي الاشتراكي، ما أسموه حملة التضيق والضغط التي استهدفت الحركة الحقوقية معبرين عن تضامنهم مع الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وحذروا الدولة من "المحاولات الجارية لإضعاف وتشتيت الحركة الحقوقية، والمس باستقلالية قرارها وتسيبه وتسيو جهدها، لتسييد المقاربة الرسمية لقضايا حقوق الإنسان" في إشارة لموقف المنندي وزعيمه المانوزي، منتسبين بالائتلاف المغربي للمنظمات الحقوقية والتنسيقية المغربية لمنظمات حقوق الإنسان.

وتخوفت الدولة من تسييد توجه الجمعية للائتلاف، وقارعت وحدة الحقوقيين بعد مطلب الأمم المتحدة بتوسيع صلاحيات "المينورسو"، وحاولت الرباط تسييد مقاربتها وتأسيس حلفاء لها، لأن المنظمات الصغيرة الداعمة لها خارج الائتلاف لم تحط أي نتائج.

وأثارت السلطات قضية التمويل الخارجي للمس بالجمعيات التي دافعت عن النظرة الأممية في قضية الصحراء، ودعمت جهات لها مواقف سياسية أو وطنية مخالفة للمجتمع الدولي لأخذ زمام المبادرة، لكن حزب الطليعة، رفض المقاربة الرسمية بهذه الطريقة الدعائية وطالب بـ"تصفير المشاكل" من أجل تقديم نظرتنا للمستقبل.

وفي ضربة موجبة للمانوزي ومن سار في طريقه، اعتبر رفاق بنعمرو، أن ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، سيظل مفتوحا إلى أن يتم الكشف عن الحقيقة الكاملة، وخصوصا حالات الاختفاء القسري والاختطاف ومساءلة المسؤولين عن انتهاكات الماضي، والعمل على تدابير عدم التكرار دستوريا وسياسيا وقانونيا وتشريعا، لتحقيق ديمقراطية حقة تضع حدا للاستبداد، وتضمن للشعب المغربي الحق في التجربة والسيادة والحكم، على حد ما ورد في البيان.

ومعروف أن المانوزي، من عائلة المانوزي المختطف من تونس والمجهول المصير، وجاء تدخل الطليعيين لرفض الصفقة المعروضة عليهم، وأن يبقى الحقوقيون صفا دون تشتيتهم أو تشويهم عبر ما يدعي بالتمويل الخارجي، وساد خوف عظيم بعد مقتل "ربيعة الزيايدي"، لأن هذه الحادثة، انزلاق يرفض حزب الطليعة أن تتواصل معه انزلاقات أخرى، فمقتل ربيعة الزيايدي في صف الحقوقيين، وموت إبراهيم صاكا في صفوف المعطلين، جدارات نفسية في علاقة النظام بغناث مؤثرة على المشهد وقريبة من هموم الشارع.

وفي هذا الإطار، دعا رفاق بنعمرو الدولة، إلى الحوار وعدم تشتيت الحركة الحقوقية، لأن الدولة ستدفع أثمانا ثقيلة، والخروج عن التكتلات الموجودة، يزيد من الارتباط بالائتلافات الدولية.

ويستدعي الطليعيون التعقل الذي حدث في سماح السلطات بعقد مؤتمر الجمعية المغربية لحقوق الإنسان لفتح صفحة جديدة بين الحركة الحقوقية والدولة المغربية، لأن السيناريوهات البديلة ليست في صالح العاصمة الرباط.

وترى الجمعية أن الحملة شملت منظمات دولية عاملة في المجال، وسعت فيها السلطات إلى نزج المنفعة العامة عنها، عبر التشكيك في دمتها المالية، واتهامها بالانحراف عن أهدافها والمنع من استعمال الفضاءات العامة والخاصة على الرغم من أحكام القضاء الإداري التي جاءت منصفة للجمعية ومدينة للسلطات.

وسردت الجمعية في الندوة الصحفية لـ 5 ماي الجاري، تفاصيل الحملة من رفض تسليم وصولات الإيداع المؤقتة أو النهائية، واقتحام المقر المركزي للجمعية المغربية لحقوق الإنسان، واستباحة حرمة، وإلغاء وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني الوضع رهن الإشارة لأربعة ممن كانوا يعملون لسنوات في الإدارة المركزية.



والعمل علي وضع العرائل أمام عقد المؤتمر بكل الوسائل، من عدم تجاوب العديد من الوزارات، بما فيها الوزارة الأولى مع رسائل المكتب المركزي وطلبات اللقاء، والتراجع عن الحجز الذي تم الاتفاق عليه مع إدارتي المركب الدولي للشباب والطفولة ببوزنيقة ومسرح محمد الخامس بالرباط، وهي الحملة التي لم تنجح في إرباك المؤتمر بفضل ما دعتة الجمعية "التضامن والموازة الكاملة للحركة الحقوقية الوطنية والدولية"، لكن هذه الجبهة اختلفت بفعل موقف المانوزي الذي رفضه رفاق بنعمرو.

واعتبر مراقبون، أن نجاح مؤتمر الجمعية ومعارضة صوت واحد للتقرير الحالي في مؤتمرها الأخير، إذانا بتغيير في خارطة المواجهة بين الطرفين، وكان مهما عزل الجمعية من داخل الصف الحقوقي الوطني المناهض للمقاربة الأممية لحل قضية الصحراء.

وبعد خفض منسوب المواجهة بين المغرب والأمم المتحدة، يطلب رفاق بنعمرو، خفض التوتر بين الجمعية المغربية لحقوق الإنسان والدولة المغربية.

الانقلاب الذي رفضه رفاق بنعمرو

أوقف بنعمرو، انقلابا أبيضاً لقيادة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان المنتسبة إلى النهج، والسماح لفيدرالية اليسار، بالحلول مكان القيادة الحالية نظير وقف هجمة الدولة على الكيان الحقوقي الأشهر في المملكة، وجدد المؤتمر الأخير قيادة "الأزمة" كما يطلق عليها خصوم رئيسها أحمد الهايج.

ومن كواليس مؤتمر بوزنيقة، تسربت مؤشرات دالة، فمن أصل 530 مؤتمرا، هناك 57 في المائة من المنتمين إلى النهج، مقابل 28 في المائة ينتمون إلى فيدرالية اليسار الديمقراطي، وتضم في صفوفها، الحزب الاشتراكي الموحد، وحزب الطليعة والمؤتمر الوطني الاتحادي، وحصلت الفعاليات المستقلة شبه الليبرالية على 15 في المائة، وهي حصة كبيرة تتجاوز حصة كل حزب من أحزاب الفيديالية، وكشف ملاحظون غربيون، أن المقاربة الأممية والمعايير الدولية، تتمثل داخل الأجهزة المنتخبة بشكل متواتر، وتخدم في جزء كبير انفتاح الشعب المغربي على القراءة الحقوقية المعيارية أكثر فأكثر.

ويشكل أنصار الإجماع المغربي حول قضية الصحراء في داخل الجمعية 28 في المائة فيما، يدعم 72 في المائة "المقاربة الأممية" بدون الاصطفاغ إلى جانب جمهورية البوليساريو تحت أي مبرر إيديولوجي أو حقوقي.

وهو تطور لاحظته الغربيون، وفشلت معه السلطات في أي تغيير من داخل الجمعية، وكانت تود تغييرا أو ارتباكا من داخل المؤتمر، واقترح رفاق بنعمرو، طي صفحة ما جرى من الجانبين، رافضا المساس بوحدة الصف الحقوقي الذي سعى البعض من خلاله لعزل الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وتشتيت المعركة الحالية، الحركة الحقوقية والتي يصعب بعد ذلك وقوعها تحت سقف "موحدة"، وقد يكون الاختراق قويا وعميقا، كما يصعب ضبط قيمة مسار الحياد إلى الآن في حال إرباك الائتلاف المغربي.

وتمكن النهج من إدارة مؤتمر الجمعية، لأن رفاق بنعمرو، وقفوا إلى جانبه في هذه المعركة التي التف حولها حقوقيون، قبل أن يظهر بعض التصدع مع المانوزي، وهو الموقف الذي رفضته بعض مكونات الصف الحقوقي.

وواصلت الجمعية تقديراتها بين قيادتين: مواصلة قيادة أحمد الهايج، الذي عرف كيف يتعامل مع الوضع الشرس بحتكة وواقعية وبرودة أعصاب، وبين خديجة عناني، وفضلت الجمعية الخروج من النفق، وطالب بالحوار والتواصل، وانتهت إلى تبريد آخر على الصعيد النقابي مع قيادة الاتحاد المغربي للشغل.



وواصلت الجمعية تقديراتها بين قيادتين: مواصلة قيادة أحمد الهايج، الذي عرف كيف يتعامل مع الوضع الشرس بحنكة وواقعية وبرودة أعصاب، وبين خديجة عناني، وفضلت الجمعية الخروج من النفق، وطالب بالحوار والتواصل، وانتهت إلى تبريد آخر على الصعيد النقابي مع قيادة الاتحاد المغربي للشغل.

ولا تعدو معركة تمويل الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، أن تكون حصان طروادة الذي دفع الأجهزة إلى خلخلة التمويل القادم من الخارج، وفرملة الانتقادات الأخيرة المطالبة بالتحقيق في "وثائق باناما"، كما قالت به السببية الاتحادية في صورة، تكشف إلى أي حد يمكن أن تدافع فيه سببية لشكر عن الجمعية المغربية إلى جانب رفاق بنعمرو.

ومن داخل هذه التوازنات، ربحت الجمعية تقريرها المالي أمام التسيريات التي قالت بأن التمويلات الخارجية للجمعية وصلت 500 في المائة مع انطلاق الربيع العربي وحرارك 20 فبراير الداخلي، وزاد بنسبة 2100 في المائة مقارنة بسنة 2010.

وقدم المؤتمر تديرا للمبالغ المصرح بها للمجلس الأعلى للحسابات، والمصرح بها للأمانة العامة للحكومة، وقضية المليون درهم، المتارة في الصحافة قبل المؤتمر، اختفت لتصير قصة الإئتلاف الذي ضغط على الجمعية المغربية لحقوق الإنسان كي يكون على يمين مقاربتها، وهو ما خسرت بموجبه المقاربة الرسمية صداها إلى حد بعيد.

وانتهى النهج إلى صيغة "الحل الديمقراطي في الصحراء"، بما لا يقول بتقرير المصير أو الحكم الذاتي، فكل طرف من طرفي الصراع، يعتبر الحل المقترح "ديمقراطيا" كان استفتاء أو إدارة ذاتية للإقليم.

وسبق في المؤتمر الثاني للنهج، أن بت تسجيلا صوتيا لمحمد عبد العزيز، أمينا عاما لجبهة البوليساريو، وليس رئيسا للدولة المعلنة من جانب واحد في مخيمات تندوف، وجاءت الكلمة في ظل مفاوضات بين الطرفين المتصارعين، بدأت في "ماتهاست" للتوصل إلى حل يمكن الساكنة من الاستتارة، وحكم "الإقليم" عن طريق إدارة ذاتية، ووصف الرسييون، ويتقدمهم مصطفى الخلفي، بعد القمة الخليجية - المغربية، أن زمن الابتزاز انتهى، وجاء قرار مجلس الأمن الأخير فارقا بعض المرونة على السياسة الرسمية، لكن التصعيد جاء من جهة ثانية مست حياة المناضلين، وزرعت "قضية ربيعة الزيايدي"، الرعب في قواعد الجمعية.

وفي كل الأحوال، جاءت الرسالة قاسية، فيما واصل النهج من داخل فيدرالية اليسار بعض المرونة التي انعكست على مواقف الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وقد تنازلت عن الحقوق والحل القانوني، وقالت بالحل الديمقراطي.

واستحل أمام "الهايج" الائتلاف المغربي، ويمكن أن تتطور الأمور إلى الأسوأ في ظل الشد والجذب في معركة حصاد، وزير الداخلية الحالي، والجمعية المغربية.

"قضية ربيعة الزيايدي" مأزق للوزير الرميد الذي رفض "الحرب المفتوحة" ضد الجمعية المغربية، واعتبر بعض المراقبين، أن وزير العدل ضد خطة وزارة الداخلية التي كادت أن تصل بكل الأطراف إلى الباب المسدود

رأى البعض في "قضية ربيعة الزيايدي"، أن المستهدف فيها، هو وزير العدل الذي رفض تداعيات حرب مفتوحة ضد الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وفضل عدم توريث المغرب في قضايا تمس بسمعته، فيما رأى بعض الوزراء، أن ما بعد القمة الخليجية - المغربية، تسمح بتجاوزات تقرض حسابات جديدة بالداخل خصوصا تجاه الحقوقيين، وهي فرصة مواتية، لكن آخرين يعتقدون بأن أي تدهور في الساحة، يسمح للغرب بالضغط من خلال الصحراء، فالدكتاتورية قد تضحى بالصحراء، فيما الديمقراطية الحققة، تقترح مخارج لائزمة واستمرار الوضع على ما هو عليه.



واعترضت وسائل أنباء، أن قول أحمد الهايج، إن مصطفى الرميد، اتصل به للاعتذار عن حضوره في مؤتمر الجمعية المغربية، إشارة إلى عدم توافق وزيري العدل والداخلية حول اعتماد مقاربة واحدة للدولة تجاه الجمعية المغربية لحقوق الإنسان وباقي الحقوقيين.

واتخذ مصطفى الرميد، موقفا وسطا لعدم حضوره لافتتاح مؤتمر الجمعية رفضا منه لمواقفها، ودفاعه عن عقد مؤتمرها في كل الأحوال.

واليوم تأتي "قضية ربيعة الزيادي" لإحراج المقاربة التي اعتمدها وزير العدل، وانتصارا لتوجهات من داخل الدولة تريد تكريس التراجعات الموجودة في الخريف المغربي الذي ناسب موجة الخريف العربي.

الخلاف الوحيد مع الجمعية المغربية لحقوق الإنسان حول قضية الصحراء

في الندوة التحضيرية للمؤتمر الوطني للجمعية المغربية لحقوق الإنسان، المنعقدة بين 26 و 27 مارس الماضي، ظهر الخلاف واضحا حول نقطة واحدة بين الدولة والجمعية، تتمثل في قضية الصحراء، وقد غلب بعض الحاضرين المقاربة المؤكدة على حق تقرير المصير، وأن المغرب محتل في سياق مداخلات عديدة بما زاد من صعوبة تدبير العلاقات مع الأجهزة الرسمية.

ولم يشهد المغرب مثل هذه التعابير القوية والواضحة، وقبلت الدولة إنجاز المؤتمر دون تصعيد يسمح بتراجع هائل لصورة المغرب في الخارج.

وانتهت الصفحة بتجاهل المشكل وعدم ذكر وتائق المؤتمر لأي كلمة حول الصحراء تماما، كما حدث في زيارة الملك إلى الصين، وساد غموض مقصود للحفاظ على وجود الجمعية دون التنازل عن مبادئها، واعتمدت بأسلوب عام حق الشعوب في تقرير المصير دون ذكر هذه الحالة أو تلك.

وكرست إدارة الهايج، التجاهل كجزء من اللعبة دون إثارة مشكل بان كي مون، ومعلنة أن حيادها كامل في كل ما يتعلق بهذه القضية.

وهو ما عبر عنه المحامي "محمد صادق"، المنتسب لتيار النهج الديمقراطي، والذي قال بأن الجمعية لن تكون أداة للدفاع عن الموقف الرسمي للمخزن.

المغرب مهدد بالتراجع عن المكتسبات الحقوقية بعد انتقاده للغرب وتحالفه مع الخليجيين، والجمعية المغربية لحقوق الإنسان تيرموتمتر في نظر الأمم المتحدة

منذ توشيح خديجة الرياضى، المرأة القوية في الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، من طرف الأمم المتحدة، أضحى تنظيمها أقرب إلى المرجعية الدولية، والدفاع عن شروط المحاكمة العادلة وحرية التعبير والتجمع، والجمعية إلى الآن، قادرة على إعادة بناء نظرة الخارج إلى الداخل المغربي.

ويدعم الفرنسيون، من خلال التنسيق المغاربي، وإلى جانب الدول الخمس، الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، لإيقاف أي انزلاق محتمل خاص بالمكتسبات الحقوقية، ودافعت باريس عن الحقوقيين، وقام الرميد بتخفيف المواجهة بين الجمعية المذكورة ووزارة الداخلية، وعدم فقدان شعرة معاوية في علاقة الطرفين، ومنذ مظاهرات يوليوز من السنة الماضية، التي حضرها عبد الله الشيباني عن العدل والإحسان، والمعطي منجب (فريد ناو)، ومحمد الزهاري، وطارق السباعي، والمحامين عبد الرحمن بنعمرو وعبد الرحيم الجامعي، ظهر توجه استئصالي أضاف منجب إلى صراع المنظمات ووزارة الداخلية، وتدخل الرميد في قضية منجب والجمعية المغربية لحقوق الإنسان، لمنع حالة الانزلاق وتحجيم الجمعيتين بطريقة تضمن بها الدولة تمرير حساباتها دون خدش صورتها الخارجية.



ففي نفس الشهر، أعلن وزير الداخلية، أن للجمعية ومنظمات أخرى، أجندة خارجية، وأن انتقاداتها تضعف قوات النظام في مكافحة الإرهاب، لكن لم يكن لما قاله محمد حصاد أي تأثير في الخارج.

وأدرك الجميع، أن المعركة ضد الإرهاب، لا تبيح المساس بالجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وزاد دعم باريس من أجل عدم الانزلاق إلى درجة متقدمة في المواجهة بين الجمعية ووزارة الداخلية.

يقول تقرير فرنسي، "إن تحولت التراجعات الحقوقية إلى الشكل الممنهج بانتقالها من الجمعية المغربية لحقوق الإنسان ومنظمة الحرية الآن إلى جمعيات أخرى، سيكون تهديد مصالحنا لافتاً"، ولا ترتبط باريس حالياً بحقوق الإنسان في المغرب بقدر ما حلت مكانها واشنطن، وهو ما وصفه التقرير بالخسارة.

وفي حقيقة الأمر، يزيد تبني المغرب للتوجهات الخليجية من مخاوف الغرب في "ردة حقوقية" في المملكة، ومنذ الاتفاق القضائي الفرنسي - المغربي الذي اضطلع به مصطفى الرميد، ذهب وزير العدل المغربي بعيداً في حماية الرباط من أي منزلق، لأن هناك ملك كبير بتعبير ساركوزي، وهناك حكومة لا تريد في إسلاميتها أن تظهر قريبة من السعوديين على الأقل في الأوساط الفرنسية.

محمد حصاد أدار معركة مزدوجة ضد حزب الاستقلال بقيادة حميد شباط، بعد إثارته لمشكل الصحراء الشرقية، قبل أن يتراجع عنها في إحياء ذكرى علال الفاسي، و ضد الجمعية المغربية لحقوق الإنسان ذات الموقف "المحايد" من مشكل الصحراء "الغربية"

يبدو مكتسفاً، أن هناك معركة للداخلية ضد ما تدعوه، التطرف على جانبي المعادلة بخصوص الصحراء الشرقية و"الغربية"، لكن باريس، تحقد أن حصاد، فشل في الترويج لديمقراطية تضمن للجميع الحرية في التعبير، وأن قدرة هذه الوزارة على التصرف الذكي، لا تصل إلى الحدود المرغوبة حسب أكثر من مصدر، فلم تلمنن الوزارة الغرب على القيم الثابتة للمملكة بما فيها التابث الديمقراطي، ومن جهة ثانية، لم تقر بحرية التعبير رغم عدم وجود أي رأي عام مؤثر منذ حراك 20 فبراير 2011.

وأثرت التوجهات الأمنية ضد الجمعية المغربية لحقوق الإنسان في عدم تغيير قيادتها في المؤتمر الأخير، حيث جددت الثقة في الهايج بواسطة مقرر استثنائي، يتيح فرصة الترشح لولاية رابعة لحضوية المكتب المركزي، متجاوزة في ذلك المادة 12 من القانون الداخلي، الذي يحدد أحقية الترشح لحضوية المكتب المركزي في ثلاث ولايات فقط.

وهكذا، تم تعطيل "القانون المنظم" للترشح للأجهزة بين المؤتمرين الحادي عشر والثاني عشر، نظراً لحساسية الظرفية، ولم ترغب فيدرالية اليسار في استغلالها تحت أي مبرر لنقل القيادة من النهج الديمقراطي إلى فيدرالية اليسار، وهو المخطط الذي كرس له الأجهزة كل وقتها وعملها في الفترة الأخيرة.

فشل مخطط نقل قيادة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان من حزب النهج إلى فيدرالية اليسار، زاد من تحييد أكبر تنظيم حقوقي بالمغرب في قضية الصحراء، وانتهى الوضع باهمال القضية إيجاباً وسلباً، وهو ما دعم الموقف الأمريكي

اخترت واشنطن خفض دعمها لمبادرة الحكم الذاتي، بفعل التحييد الذي طال المؤسسات الحقوقية تجاه ما هو مطروح في الصحراء، تحت مسمى الحل الديمقراطي المتناسب كلياً مع إدارة أوباما في قراءتها لحل المشاكل على أساس سلمي ملتزم بالديمقراطية والحوار.

والحرب ضد الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، شكلت إشارة سلبية في ظل رغبة الأمريكيين والأمم المتحدة في أجواء ديمقراطية شاملة تسمح بالتعبير الحر للاجئين بما يضمن مساعدتهم على العودة، وهو الهدف الرئيس لإدارة بان كي مون في الفترة الأخيرة، بعد تراجعات بدأت بعدم التنصيص دستورياً على الحكم الذاتي في الصحراء.



ولم يعد ممكنا القول، بأن العمل الحقوقي غير مستهدف استكمالا لمسلسل عدم التصعيد من طرف الجمعية والرغبة في الوصول بتوصية المحامي بنعمرو إلى نهايتها، وشدت خديجة عفاني، على أن الدولة، تحرف جيدا مصادر التمويل، لأن الجمعية تمدها بكل التفاصيل والوثائق التي تطلب منها، وتدفع الضرائب وزادت نائية الرئيس، أنه الأولى بمن يشككون في ماليتنا لأغراض انتقامية، أن يبحثوا عن مصير أموال الشعب والماليات العامة التي نادرا ما يتم التحقيق فيها.

وهذه الحرب على نظافة يد الجمعية، تستهدف تقليص تمويلها وبالتالي دورها، لكن هذه المواجهة فشلت في تحقيق النتائج المرغوبة.

واشنطن وباريس، تخشيان من تعطيل "العمل الحقوقي" غير الحكومي في إطار تأخر دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي لقي في وقت سابق، استحسانا من مجلس الأمن قبل الأزمة الأخيرة بين المملكة والأمم المتحدة

بعد الأزمة الأخيرة بين بان كي مون والمملكة، حدث تغيير قاس في أكثر من واجهة، تقدمتها زاوية حقوق الإنسان التي رأت كل من واشنطن وباريس، أن تجديد قدرات الجمعيات والمنظمات غير الحكومية ضرورة على المدى القصير، وقد شجعت الدولتان المجلس الوطني لحقوق الإنسان في وقت سابق من أجل عمل متقدم ومهني لقضايا حقوق الإنسان في الصحراء، وهو ما أثر على وضع جمعيات كبرى لها مواقف أكثر نجاعة ومصداقية في الداخل والخارج، وتأتي الجمعية المغربية لحقوق الإنسان في مقدمة هذه المنظمات.

ولا يجب حسب العاصمتين، العمل على إخلال الأوضاع الحقوقية الداخلية أو المساس بالحياد المطلوب تجاه قضايا إقليمية، وتكون معركة وزارة الداخلية والجمعية المغربية لحقوق الإنسان "خاسرة"، لأنها زادت من سوء التفاهم بين المملكة والمجتمع الحقوقي الدولي الذي كان في صالح المملكة وخسرته بسبب سياسة حصاد، لكن الأوضاع مع ذلك، لا زالت تحت السيطرة" وقابلة لإصلاح النوايا قبل توحيد الأهداف.



«الإسلاموفوبيا» والتطرف هاجسان يقوضان تعايش المغاربة بالمجتمعات الأوروبية

بيرو: «المغاربة المقيمون في الخارج يتعرضون لاعتداءات بسبب تنامي الإسلاموفوبيا الذي يغذيه ارتفاع موجات التطرف والإرهاب»

موضحا، في كلمة خلال اللقاء، أن الإسلام «المعتدل والمتسامح» كما تتم ممارسته في المغرب بعد نمونجا يمكن للأوروبيين تمثله بشكل كامل، والذي يمكن أن يجيب بشكل أفضل عن تساؤلات الأجيال الشابة في أوروبا الباحثة عن المعنى والهوية، مشيرا إلى ضرورة تطوير العمل المشترك إلى جانب العيش المشترك، غير أن «الجهل يؤدي إلى الخوف، والخوف يؤدي إلى الكراهية، والكراهية تؤدي إلى العنف».

أما إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، فأكد أنه لا يمكن الاقتصار على محاربة التشدد، بل من الضروري تبني مقاربة شمولية من خلال تعبئة مجموع العلوم الإنسانية، خاصة التاريخ وعلم الاجتماع وعلم الأديان، موضحا أن «المقاربة الشمولية لمواجهة التطرف هي التي تمنحها المغرب من خلال عدد من البرامج من قبيل إعادة هيكلة الحقل الديني، وتحسين المستوى الاجتماعي عبر المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، بالإضافة إلى الجانبين الأمني والحقوق، وهي كلها جوانب مهمة لمحاصرة التطرف في أوساط المجتمع».

استراتيجية للمهاجرين المغاربة تركز أساسا على دعم اندماجهم والتواصل مع الكفاءات المغربية في الخارج للبحث عن حلول للمشاكل التي يعانونها. وترتكز هذه الاستراتيجية على الخصوص - حسب بيرو - على دعم التعليم لدى أبناء الجالية، خصوصا أن الإحصائيات تؤكد أن الكثير من أبناء المغاربة في الخارج لا يكملون تعليمهم، ما يجعلهم عرضة للضياع والتشرد والبطالة والتطرف، مضيفا أن اللقاء ذاته، الذي يجمع مثقفين وباحثين وطلبة ووزراء من المغرب وأوروبا، يأتي في إطار التفكير في حلول لهذا الأمر، مؤكدا أن الأجوبة المحتملة عن مشاكل الإسلاموفوبيا يجب أن تندرج في إطار سيروية زمنية، ومحدرا من ردود الفعل القائمة على الانتعاش.

من جانبه، قال الوزير المكلف بمساعدة الشباب ودور العدالة والرياضات والنهوض ببروكسيل في فدرالية والوني- بروكسيل، رشيد مضران، إن الإسلام المعتدل والمتسامح كما هو ممارس في المغرب يمكن أن يشكل نمونجا للإسلام الأوروبي،

ن-ي 2016
لخص الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، أنيس بيرو، «الأسباب التي نجمت عنها حالة الأرتياب الراهنة إزاء المغاربة المقيمين بالخارج على وجه الخصوص، والجاليات الأجنبية عموما، في تراكم وقائع، ممثلة في الأزمة الاقتصادية لسنة 2008 والأعمال الإرهابية في أوروبا والصعود القوي لأحزاب اليمين المتطرف». وقال بيرو، خلال ندوة صحفية يوم الجمعة الماضي بالصخيرات، على هامش لقاء دراسي في موضوع «العيش المشترك بين التطرف والإسلاموفوبيا»، إن المغاربة المقيمين بالخارج باتوا يجدون صعوبات أكثر في بلدان الاستقبال بسبب تنامي موجة الإرهاب، وارتفاع الإسلاموفوبيا في أوساط المجتمع الأوروبي على الخصوص، حسب الوزير الذي أضاف أن مغاربة الخارج يتعرضون للاعتداءات في بعض الأحيان. وشدد بيرو على أن الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة وضعت

المشروع كان محط إشادة في مجلس الوزراء نظرا لأهميته الحكومة تفشل في المصادقة على مشروع قانون حول تغيير القانون الجنائي الأحد, 29 أيار / مايو

الدار البيضاء : جميلة عمر

فشل مجلس الحكومة خلال اجتماعه الأخير من المصادقة على مشروع قانون مثير للجدل حول تغيير القانون الجنائي ويقرر مواصلة دراسته إلى اجتماع لاحق.

وأفاد بلاغ لوزارة الاتصال وصل " المغرب اليوم " نسخة عنه أن المجلس تدارس مشروع قانون رقم 16-10 يقضي بتغيير وتتميم مجموعة القانون الجنائي تقدم به وزير العدل والحريات، وقرر مواصلة المناقشة في اجتماع لاحق. وحسب البلاغ فإن هذا المشروع - رغم عدم المصادقة عليه اليوم- كان محط إشادة من طرف مجموع المتدخلين في مجلس الحكومة نظرا لأهميته، خاصة وأنه تم إعداده بالاستناد على التوصيات التي خلص إليها الميثاق الوطني حول إصلاح منظومة العدالة **وكذا ملاحظات المجلس الوطني لحقوق الإنسان** وتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، مع الاسترشاد بالقانون المقارن ، وقد جاء هذا المشروع بعدة مستجدات تم تجريم أفعال جديدة نشأت أساسا من مقتضيات الدستور ومن الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب ويتعلق الأمر بتجريم الاختفاء القسري وتهريب المهاجرين واستفادة الغير بسوء نية من الجرائم المالية المتعلقة بالاختلاس والغدر والرشوة واستغلال النفوذ بالإضافة إلى إدراج جرائم الإبادة والجرائم ضد الإنسانية وجرائم الحرب، كما استعرض المشروع عددا من المستجدات الأخرى من بينها مراجعة أركان أو تعاريف بعض الجرائم من قبيل جريمة التعذيب أو تعريف الأسلحة وإعادة توصيف جرائم الاعتداء والاستغلال الجنسي عندما يكون الطفل ضحية لها واعتبارها جنائيات مع التنصيص على عدم إمكانية تمتيع الفاعل بظروف الخفيف في جرائم العنف والاعتداء أو الاستغلال الجنسي التي تستهدف الأطفال

وحافظ المشروع على مفهوم العقوبة من حيث كونها إيلاما، ولكنها توخت أن تحقق ما فيه ردع مرتكب الجريمة وإصلاحه في نفس الوقت، وإقرار عقوبات بديلة للعقوبات السالبة للحرية، مع تحديد هذه العقوبات البديلة في العمل من أجل المنفعة العامة والغرامة اليومية وتقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية، وكانت العديد من المنظمات القضائية والحقوقية تنتظر بفارغ الصبر الافراج عن مشروع القانون الجنائي على أمل أن يأتي بتغييرات مهمة لصالح الدفاع عن عدالة منصفة وحماية حقوق الانسان.

<http://www.almaghribtoday.net/home/pagenews/290516172711-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D8%A9-%D8%AA%D9%81%D8%B4%D9%84-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B5%D8%A7%D8%AF%D9%82%D8%A9-%D8%B9%D9%84%D9%89>

30/05/2016

Conseil national des droits de
l'Homme

13

www.cndh.org.ma

جمعية أصدقاء المغرب في الأرجنتين يشيدو بالدور المغربي في النهوض بحقوق الإنسان الأحد, 29 أيار / مايو

الرباط - المغرب اليوم

أشادت "جمعية أصدقاء المملكة المغربية في الأرجنتين" بالتزام المغرب وبجهوده الوطنية والدولية للنهوض بحقوق الإنسان وترسيخ الديمقراطية، وهنأ أعضاء الجمعية، في بيان بمناسبة مرور سنة على تأسيسها، المغرب "على جهوده الوطنية والدولية للنهوض بحقوق الإنسان من خلال تأكيد التزامه بآليات الأمم المتحدة **والإجراءات الخاصة وتقوية دور المجلس الوطني لحقوق الإنسان**".

<http://www.almaghribtoday.net/news/titles/290516131120-%D8%AC%D9%85%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D8%A3%D8%B5%D8%AF%D9%82%D8%A7%D8%A1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B1%D8%AC%D9%86%D8%AA%D9%8A%D9%86>



المديرية الإقليمية لوزارة التربية بالدريوش تنظم لقاء حول البيئة و الطاقات المتجددة بشراكة مع اللجنة الجهوية لحقوق الانسان بالحسيمة - الدرايوش - الناظور

الخميس 26 مايو 2016

نظمت المديرية الإقليمية لوزارة التربية الوطنية والتكوين المهني بالدريوش بتنسيق مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة-الدريوش-الناظور ، لقاء تحسيسيا حول البيئة و الطاقات المتجددة وذلك يوم الثلاثاء 24 ماي 2016 على الساعة الثالثة زوالا بمدرسة الشروق بالدريوش .
اللقاء حضره السيد المدير الإقليمي لوزارة التربية الوطنية والتكوين المهني بالدريوش رفقة عدد من أطر المديرية ورئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة-الدريوش-الناظور بالإضافة إلى السيد رئيس مؤسسة الشروق والأطر التربوية بالمؤسسة إلى جانب عدد من التلاميذ.
و قد عرف هذا اللقاء تقديم فقرات متنوعة حسب البرنامج التالي:

كلمة ترحيبية للسيد مدير المؤسسة

النشيد الوطني

آيات بينات من الذكر الحكيم

كلمة السيدة رئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان فرع الحسيمة-الدريوش-الناظور

كلمة السيد المدير الإقليمي

عرض حول الطاقات المتجددة (من إعداد اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان)

عرض حول نادي البيئة بالمؤسسة

أناشيد باللغتين العربية و الفرنسية

عرض مسرحي من تقديم فرقة المؤسسة

وانتهى اللقاء بحفل شاي على شرف الحضور.



وزير بلجيكي: الإسلام المعتدل والمتسامح كما هو ممارس في المغرب يمكن أن يشكل نموذجا للإسلام الأوروبي

30 مايو، 2016

قال الوزير المكلف بمساعدة الشباب ودور العدالة والرياضات والنهوض ببروكسيل في فدرالية والوني-بروكسيل، رشيد مضران، الجمعة بالصخيرات، إن الإسلام المعتدل والمتسامح كما هو ممارس في المغرب يمكن أن يشكل نموذجا للإسلام الأوروبي. وأوضح مضران، في كلمة خلال لقاء دراسي في موضوع "العيش المشترك بين التطرف والإسلاموفوبيا"، أن الإسلام "المعتدل والمتسامح" كما تتم ممارسته في المغرب يعد نموذجا يمكن للأوروبيين تمثله بشكل كامل، والذي يمكن أن يجيب بشكل أفضل عن تساؤلات الأجيال الشابة في أوروبا الباحثة عن المعنى والهوية.

ويهدف اللقاء، الذي نظمته الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، بقصر المؤتمرات محمد السادس بالصخيرات، إلى النأي عن الصور الصادمة والمزايدات اللفظية والسياسية، والبحث عن إجابات براغماتية وواقعية في إطار منهجية جماعية مشتركة متعددة التخصصات والثقافات، بمشاركة الفاعلين المؤسساتيين والسياسيين والأكاديميين ومنظمات المجتمع المدني، بهدف تقديم إيضاحات حول التطرف والإسلاموفوبيا والعيش المشترك، وكذا اقتراح برامج عملية من أجل مواجهة هذه الظواهر والتخفيف من وطأها على المواطنين المقيمين بالخارج. وأوضح المشاركون في اللقاء أنه في بعض البلدان تتعالى أصوات للمطالبة بتشديد الشروط "القانونية" للهجرة، وهو ما قد يضع مسلسل الإدماج موضع شك، وقد يرفع من مخاطر الإنطواء الجماعي للمهاجرين، خاصة حينما يتم تحميل المسؤولية للإسلام وللبلدان الأصلية. وفي هذا الصدد، دعا مضران إلى تطوير العمل المشترك إلى جانب العيش المشترك، غير أن "الجهل يؤدي إلى الخوف، والخوف يؤدي إلى الكراهية، والكراهية تؤدي إلى العنف".

من جهته، أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ادريس اليزمي، أنه لا يمكن الاقتصار على محاربة التشدد، معتبرا أنه من الضروري تبني مقاربة شمولية من خلال تعبئة مجموع العلوم الإنسانية، خاصة التاريخ وعلم الاجتماع وعلم الأديان.

من جانبه، تطرق الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، أنيس بيرو، إلى الأسباب التي نجمت عنها حالة الارتباب الراهنة إزاء المغاربة المقيمين بالخارج على وجه الخصوص، والجاليات الأجنبية عموما، ملاحظا أن هذه الحالة هي نتيجة تراكم وقائع، مثلة في الأزمة الاقتصادية لسنة 2008 والأعمال الإرهابية في أوروبا والصعود القوي لأحزاب اليمين المتطرف.

وفي هذا الصدد، أشاد الوزير بتنظيم هذا اللقاء الذي يجمع مثقفين وباحثين وطلبة ووزراء من المغرب وأوروبا، مؤكدا أن الأجوبة المحتملة عن مشاكل الإسلاموفوبيا يجب أن تندرج في إطار سيروية زمنية، ومحدرا من ردود الفعل القائمة على الانفعال.

ويأتي تنظيم هذا اللقاء في سياق متوتر، خاصة في بعض البلدان الأوروبية التي تأوي عددا هاما من أفراد الجالية المغربية، حيث تضاعفت، حسب المفوضية الأوروبية، الأعمال المعادية للمسلمين خلال السنوات الثلاث الأخيرة. وتميز اللقاء بمناقشات رامت فهم ظاهرة الإسلاموفوبيا ورصد الوضع مع تشجيع تطوير شراكات بين مختلف الفاعلين المتدخلين على مستوى المغرب وبلدان الاستقبال.

وقد شارك في هذا اللقاء، على الخصوص، نائبة رئيس اللجنة الأولمبية الدولية، نوال المتوكل، وعضو أكاديمية الحسن الثاني ألبير ساسون، وكذا وزراء مغاربة سابقون والعديد من الشخصيات البارزة المنحدرة من الهجرة.

أبعاد عرض شريط قناة فرنسا3

المغرب مستهدف من طرف القوى الكبرى ،وأموال اللوبي المعادي لوحدتنا الترابية يتحرك هذه المرة اتجاه فرنسا لإفساد العلاقات الوطيدة التي تربط المغرب بفرنسا ،هم يريدون حقيقة تحقيق أهداف من وراء الشريط الذي لم يأتي بمجديد ،بل دفع شخصيات مغربية وفرنسية للإساءة لرمز من رموز الدولة المغربية بل التاريخ المغربي بنية إفساد العلاقة التي تربط الشعب بقائده وبغرض زعزعة الإستقرار ودفع المغرب وقائده لإعادة النظر في العلاقة التي تربط الدولتين ،موقف فرنسا الأخير في مجلس الأمن أفسد مخططات الجزائر في تحقيق نصر في معركتها مع المغرب في مجلس الأمن حول قضية الصحراء ،الجزائر تستعمل المال في تجييش الإعلام ورجال السياسة في العديد من الدول ،من أجل تشويه صورة المغرب وملك المغرب وتاريخ المغرب ،وتحويل الرأي العام الجزائري لقضية لا تمهمهم ،وسط ظروف اقتصادية صعبة لشعب يعيش على الفتات بينما الجنرالات يهربون الأموال لخارج البلاد في البنوك السويسرية والفرنسية والآن ،كاستثمارات في أمريكا ،في الوقت الذي يعيش فيه الإقتصاد الجزائري أحلك الظروف ،

الشريط تابعه ملايين المغاربة وغير المغاربة وكانوا ينتظرون من هذه المتابعة ردة فعل من الشارع المغربي من مغاربة العالم الذين يكونون لفائدهم احترامنا كبيرا بل وتقديرا وحبا بلغ مداه ولعل زيارته الأخيرة لهولندا كانت أحسن صورة التي تربطه بشعبه ،إن الإنجازات الكبرى التي تحققت والتي أكدها الشريط ،أكبر دليل على أن السياسة التي يقودها الملك في اختياراته التنموية ستقود لا محالة المغرب لمصاف الدول النامية ،مشاريع تحققت وأخرى سترى النور ،جعلت المغرب النموذج في العالم في الطاقات المتجددة ،رئيس الملك فيما يخص احتضان المغرب للمنتجات عالمية ،ستكون فرصة لإبراز التطور الذي يعرفه المغرب ،وستنكشف حقيقة أعداء المغرب ومايحاولون ترويجه للإساءة بلدنا .

إن اختيار لوبي الفساد المعادي للمغرب الإعلام في الدول الكبرى لزعزعة استقرار المغرب وخلق الفتنة وتجييش الشارع لإحياء الربيع العربي انطلاقا من المغرب الأقصى من خلال تعكير صفو العلاقات بين البلدين ،لن يجدي ، في ضل مجتمع واع ،والتفاف شعبي غير محدود وراء قائد يقود سفينة البلاد لشاطئ آمن .

إذا المؤامرة انطلقت بالولايات المتحدة بتقرير وزارة الخارجية والذي لا يعكس حقيقة أوضاع حقوق الإنسان في المغرب ،بل مجرد افتراءات ،في الوقت الذي تقارير منظمة الأمم المتحدة تؤكد كلها التقدم الكبير الذي خطاه المغرب في سياسته في مجال حقوق الإنسان ،كان حري على الولايات المتحدة الأمريكية أن تشير إلى المصالحة المستمرة في المجتمع بدءا بلجنة الإنصاف والمصالحة ودسترة المجلس الوطني لحقوق الإنسان وتحرير قطاع الإعلام ،

المغاربة واعون بالتحديات التي يواجهها بلدهم ،وسيفشلون كل المخططات التي يستعملها الخصوم لزعزعة استقرار المغرب وتفتيت وحدته وإفساد العلاقة التي تجمعهم مع أصدقائه ،التاريخ يسجل ،والضربات التي يتلقاها المغرب لن تزيده إلا قوة وإصرار اعلى الإستمرار في مسيرة التنمية،وفي المصالحة والقطع مع ماضي الإنتهاكات ،المغرب دولة مستقلة ، يتحكم فيها الملك في قراراته ،وفي السياسات التي تقود البلاد لتنمية مستدامة وفي تنويع علاقاته الجيوستراتيجية شرقية وغربية ،ولن يخضع لسياسة التحكم التي تريدها الدول الكبرى

حيمري البشير

<http://ziripress.com/2016/05/29/%D8%A3%D8%A8%D8%B9%D8%A7%D8%AF-%D8%B9%D8%B1%D8%B6-%D8%B4%D8%B1%D9%8A%D8%B7-%D9%82%D9%86%D8%A7%D8%A9-%D9%81%D8%B1%D9%86%D8%B3%D8%A73/>

هذا ما أوصى به المجلس الوطني لحقوق الإنسان بخصوص مشروع القانون المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء

بسيمة الحقاوي وزيرة التضامن والمرأة والأسرة بتوسط إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان (يميناً) ومصطفى الرميدي وزير العدل والحريات بسيمة الحقاوي وزيرة التضامن والمرأة والأسرة بتوسط إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان (يميناً) ومصطفى الرميدي وزير العدل والحريات بناء على طلب إبداء الرأي الموجه من طرف رئيس مجلس النواب بتاريخ 21 أبريل 2016، أصدر المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوم الاثنين 23 ماي 2016 رأيه بخصوص مشروع القانون رقم 103.13 يتعلق بمحاربة العنف ضد النساء.

وقد ارتكز رأي المجلس على عدد من المرجعيات الدستورية ومرجعيات القانون الدولي لحقوق الإنسان لاسيما اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة كما تم تفسيرها على الخصوص التوصية العامة رقم 19 للجنة القضاء على التمييز ضد المرأة المعنونة "العنف ضد المرأة"، وكذا اتفاقية حقوق الطفل.

كما استحضر المجلس عددا من الوثائق الإعلانية كالإعلان بشأن القضاء على العنف ضد المرأة، المعتمد من قبل الجمعية العامة للأمم المتحدة، إعلان ومنهاج عمل بيجين الصادر عن المؤتمر العالمي الرابع المعني بالمرأة وكذا قرارات الجمعية العامة ومجلس حقوق الإنسان التابعين للأمم المتحدة ذات العلاقة بمختلف قضايا وأشكال وأولويات مكافحة العنف ضد النساء.

وذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان أيضا بالملاحظات والتعليقات الختامية والتوصيات ذات العلاقة بمكافحة العنف ضد النساء الموجهة إلى بلادنا من طرف اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة، اللجنة المعنية بحقوق الإنسان، لجنة مناهضة التعذيب، لجنة حقوق الطفل، اللجنة المعنية بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، مجموعة العمل حول التمييز ضد المرأة في التشريع والممارسة، وكذا التوصيات ذات الصلة بمكافحة العنف ضد النساء الموجهة إلى بلادنا في إطار الاستعراض الدوري الشامل.

كما استحضر المجلس الوطني لحقوق الإنسان عددا من العناصر الأخرى كاتفاقية مجلس أوروبا للوقاية من العنف ضد النساء والعنف المنزلي ومكافحتها التي أوصى المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالانضمام إليها وكذا اجتهادات لجنة القضاء على التمييز ضد المرأة بمناسبة نظرها في البلاغات الفردية المتعلقة بادعاءات انتهاك اتفاقية القضاء على التمييز ضد المرأة، وتقارير المقررة الخاصة المعنية بالعنف ضد المرأة وأسبابه وعواقبه، إضافة إلى اجتهاد المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، في مجال مكافحة العنف ضد النساء.

وقام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بدراسة عدد من التجارب المقارنة للتشريعات والسياسات العمومية المتعلقة بمكافحة العنف ضد النساء لكل من إسبانيا، فرنسا، بلجيكا، البرتغال، فنلندا، السويد، ناميبيا، كينيا، جنوب إفريقيا، الدانمرك، النمسا، وألمانيا.

وقد ذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بعدد من النقط التي أوصى باعتبارها في إعداد مشروع القانون 103.13 يتعلق بمحاربة العنف ضد النساء. وتتمثل هذه النقط بالأساس في اعتبار العنف القائم على أساس الجنس بوصفه شكلا من أشكال التمييز، وإلى ضرورة استحضار مفهوم "العناية الواجبة" كمفهوم مهيكّل للأطر القانونية المتعلقة بمكافحة العنف ضد النساء، باعتبار أن أي إطار قانوني لمكافحة العنف ضد النساء مطابق للمتطلبات الدستورية وللالتزامات الاتفاقية للمغرب يتعين أن يتضمن مقتضيات تتعلق بالوقاية من العنف، والتحقيق في مختلف حالاته، وزجر هذه الحالات وجبر أضرار ضحايا العنف.

وضمن نفس الإطار ذكر المجلس بمستويات أعمال مفهوم العناية الواجبة (العناية الواجبة على مستوى الأفراد والعناية الواجبة على مستوى السلطات العمومية) وبضرورات انسجام الإطار القانوني والسياسات العمومية المتعلقة بمكافحة العنف ضد النساء، وكذا المتطلبات المتعلقة بالولوج إلى العدالة لضحايا العنف ضد النساء بما في ذلك الترتيبات المسطرية الملائمة لتسهيل لوج النساء إلى سبل الانتصاف إضافة إلى المتطلبات المتعلقة بمكافحة العنف ضد النساء في سياقات محددة.

وقد توخت مقترحات وتوصيات المجلس تحقيق الأهداف التالية:

- الأعمال الفعلية لحظر ومكافحة كل أشكال التمييز بسبب الجنس (تصديق الدستور)، وكذا حظر المس بالسلامة الجسدية والمعنوية لأي شخص (الفصل 22 من الدستور).

- إعمال الالتزامات المترتبة عن اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة وكذا الملاحظات والتعليقات الختامية والتوصيات الموجهة إلى بلادنا من طرف الأجهزة والهيئات الأهمية في مجال مكافحة العنف ضد النساء.
- الإعمال القانوني لمفهوم "العناية الواجبة" في مجال مكافحة العنف ضد النساء.
- تقوية مقتضيات المتعلقة بالتعريفات في مجال مكافحة العنف ضد النساء.
- تدقيق بعض تعريفات المشروع ومقتضياته بما يحقق الانسجام مع موضوع وغاية مشروع القانون المتمثل في مكافحة العنف ضد النساء.
- تقديم مقترحات بمراجعة بعض مقتضيات القانون الجنائي والمسطرة ذات الصلة المباشرة بمكافحة العنف ضد النساء، باعتبار الطابع المركب والمتعدد الأشكال لحالات وأنماط العنف ضد النساء بوصفها انتهاكات لحقوق الإنسان.
- تقديم مقترحات تتعلق بتقريب مشروع القانون من المتطلبات الواردة في "دليل التشريعات المتعلقة بالعنف ضد المرأة" الصادر عن شعبة النهوض بالمرأة التابعة لإدارة الشؤون الاقتصادية والاجتماعية للأمم المتحدة، في 2010. وكذا من العناصر الأساسية لقرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 86/52 الصادر بتاريخ 2 فبراير 1998 المعنون "تدابير منع الجريمة والعدالة الجنائية الرامية إلى القضاء على العنف ضد المرأة"، وكذا وثيقة "الاستراتيجيات النموذجية والتدابير العملية للقضاء على العنف ضد المرأة في مجال الجريمة والعدالة الجنائية" الملحقة بالقرار المذكور.
- وفيما يلي أهم توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان الواردة في رأيه بخصوص مشروع القانون 103.13 المذكور:
- 1- تعريف العنف ضد المرأة بوصفه شكلا من أشكال التمييز بسبب الجنس، وأن يشمل تعريف العنف ضد المرأة كافة أعمال العنف القائمة على النوع، والتي تسبب، أو التي من شأنها أن تسبب للمرأة أضرارا بدنية أو جنسية أو نفسية أو اقتصادية، بما فيها التهديد بالقيام بمثل هذه الأعمال، أو الامتناع عن الفعل أو الإكراه أو الحرمان التعسفي من الحرية سواء أكان ذلك في الحياة العامة أو الخاصة.
 - 2- زجر مختلف أشكال العنف ضد النساء سواء كانت "عملا معزولا" أو "نمطا من السلوك".
 - 3- إدراج مقتضى بموجبه يشمل مصطلح "امرأة" الفتيات دون سن الثامنة عشر وإدراج عبارة "الفتيات" في عنوان مشروع القانون.
 - 4- إدراج مقتضى يحدد نطاق تطبيق هذا القانون الذي يشمل الضحايا (النساء والفتيات)، ومرتكبي أعمال العنف والمؤسسات المختلفة خاصة القضائية والإدارية منها التي يشملها الالتزام بالعناية الواجبة.
 - 5- إدراج مادة جديدة بين، تتضمن مقتضى بموجبه تقوم الحكومة في غضون سنة واحدة من دخول القانون 103.13 حيز التنفيذ بإعداد خطة وطنية للوقاية من العنف ضد النساء تتضمن على الخصوص، التدابير والإجراءات التي ستستخدمها مختلف السلطات العمومية، كل في نطاق اختصاصها في مجال مكافحة الصور النمطية والأفكار المسبقة ذات الصلة بالنوع الاجتماعي وكذا مختلف الممارسات القائمة على فكرة دونية المرأة أو على دور نمطي للنساء والرجال. وسواء تم اختيار تقوية المجال الثاني من الخطة الحكومية للمساواة 2012-2016 أي المجال المتعلق بمكافحة كل أشكال العنف والتمييز ضد النساء، أو تم وضع خطة وطنية خاصة للوقاية من العنف ضد النساء تتضمن على الخصوص برامج تكوينية وتعليمية وإعلامية خاصة بمناهضة العنف، فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوصي باعتبار الطابع المندمج لهذه الخطة من جهة وبقتراح تقوية وضعها القانوني من خلال التنصيص عليها في مشروع القانون 103.13.
 - 6- أوصى المجلس بخصوص التغيير والتميم المقترح في مشروع القانون على الفصل 404 من القانون الجنائي بحذف شرط «ظهور الحمل والعلم به لدى الفاعل» وإضافة ارتكاب العنف ضد خطيب حالي أو سابق كظرف مضاعف للعقوبة وحذف شرط ارتكاب العنف بحضور أحد الوالدين كظرف مضاعف للعقوبة مع الإبقاء على الظرف المضاعف للعقوبة المتعلق بارتكاب العنف بحضور أحد الأبناء.
 - 7- أوصى المجلس بخصوص التغيير والتميم المقترح في مشروع القانون على الفصل 431 من القانون الجنائي بأن يدرج الخطيب الحالي أو السابق إلى قائمة الأشخاص الذين يتعرضون لمضاعفة العقوبة في حالة الإمساك عمدا عن تقديم مساعدة لشخص في خطر في الوضعيات المنصوص عليها في الفقرة الأولى من الفصل المذكور.
 - 8- وضع تعريف جديد للاغتصاب المنصوص عليه في الفصل 486 من القانون الجنائي، مع الإبقاء على وصفه كجنائية، ونقل الفصل المذكور بعد إعادة ترقيمه إلى الباب السابع من القانون الجنائي المعنون "في الجنايات و الجنح ضد الأشخاص" واقترح المجلس أن يعرف الاغتصاب كما يلي: "يعتبر اغتصابا كل إيلاج جنسي مهما كانت طبيعته وبأية وسيلة كانت، يرتكب على شخص آخر عن طريق العنف، والإكراه، أو التهديد أو المفاجأة



- وذلك بغض النظر عن الصلة بين الضحية ومرتكب الفعل" ، ويسمح هذا التعريف المقترح بإدراج الاغتصاب الزوجي.
- 9- حذف "الافتضاض" كظرف تشديد وحذف المادة 488 من القانون الجنائي. وحذف الفصل 490 من القانون الجنائي باعتبار أن الفصل 490 المذكور يشكل عائقا موضوعيا أمام تقدم عدد من الضحايا بالشكايات من أجل الاغتصاب.
- 10- إعادة تحديد بعض عناصر التحرش الجنسي عبر استبدال مصطلحات "أوامر، أو تهديدات أو وسائل للإكراه" بمصطلحات "أي سلوك لفظي أو غير لفظي أو جسماني ذي طبيعة جنسية".
- 11- تقوية تعريف التحرش الجنسي عبر التنصيص على إحداث هذا السلوك لدى الضحية "وضعية موضوعية وتخويفية، معادية أو مهينة".
- 12- تجريم المشاركة والمساهمة في جميع الجرائم المتعلقة بالعنف ضد النساء.
- 13- أوصى المجلس بخصوص التتميم المقترح في مشروع القانون على الفصل 61 من القانون الجنائي بتدقيق التدبير الوقائي العاشر المقترح والمتمثل في "منع المحكوم عليه من الاتصال بالضحية" وذلك بأن يشمل تعريف هذا التدبير منع دخول مرتكب العنف إلى منزل الضحية، أو منع إقامة مرتكب العنف في محيط معين حول منزل الضحية أو التردد على أماكن ترتادها الضحية بصفة معتادة أو تعمد اختلاق لقاء مع الضحية.
- 14- إضافة الخطيب الحالي أو السابق إلى الأشخاص الذين تضاعف عقوبتهم في حال قيامهم بالأفعال المجرمة بمقتضى الفصل 407 من القانون الجنائي.
- 15- إدراج تدابير إضافية بعد قضاء العقوبات المحكوم بها في إطار الجرائم المتعلقة بالعنف ضد النساء منها الخضوع لدورة تدريبية أو تكوين داخل مصلحة أو مرفق صحي، أو اجتماعي أو مهني أو جمعية متخصصة في مكافحة العنف ضد النساء لمدة لا تتجاوز ثلاثة أشهر في أجل لا يتجاوز ثمانية عشر شهرا، ابتداء من تاريخ انتهاء العقوبة المحكوم بها عليه أو من تاريخ صدور المقرر القضائي، إذا كانت العقوبة السالبة للحرية المحكوم بها موقوفة التنفيذ أو غرامة، غير أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوصي، في إطار تصور واقعي، مواكبة ذلك بوضع كافة الترتيبات التنظيمية و المؤسساتية الضرورية لجعل هذا التدبير الإضافي ممكنا؛
- 16- إضافة كل من الخطيب الحالي أو السابق والطلب إلى قائمة الأشخاص الذين تضاعف عليهم العقوبة في حال ارتكابهم للجرائم المنصوص عليها في 425، 426، 427، و 429 من القانون الجنائي أو تشدد عليهم العقوبة في حال ارتكابهم الجرائم المنصوص عليها في الفصل 436 من القانون الجنائي.
- 17- إضافة الطليق إلى قائمة الأشخاص الذين تضاعف عقوبتهم في حال ارتكابهم للجرائم المنصوص عليها في الفصلين 1-448 و 2-448 الجديدين المقترحين في مشروع القانون 103.13.
- 18- اعتبار، بوصفها جريمة قائمة الذات وليس شكلا من أشكال التحرش الجنسي كل فعل لجريمة التعقب و المضايقة (أي ما يسمى باللغة الإنجليزية (stalking) كالإمعان في المضايقة، إضافة الاتصال عبر شخص ثالث إلى أشكال الإمعان في مضايقة الغير، إضافة استعمال المعطيات الشخصية للضحية لتقديم سلع أو خدمات للضحية أو أي أعمال مضايقة ماثلة من شأنها أن تنتهك أسلوب حياة الضحية بصفة جدية كعنصر أساسي في تعريف جريمة المضايقة، مما سيمكن من عدم احتزال هذه الجريمة في "الأغراض الجنسية" ويوسع نطاق حماية النساء ضحايا العنف، عبر اعتماد معيار "انتهاك أسلوب حياة الضحية" وإضافة كل من الزوج والطلب والخطيب إلى قائمة الأشخاص الذين يتعرضون لمضاعفة عقوبة المضايقة.
- 19- حذف المادتين 20 و 21 من القانون رقم 70.03 بمثابة مدونة الأسرة (كما تم تعديله وتتميمه) واللذان ينظمان زواج الفتى والفتاة دون سن الأهلية، وسيمكن هذا الحذف، من إلغاء أي استثناء على مقتضيات المادة 19 من قانون الأسرة التي تنص على أنه "تكتمل أهلية الزواج بإتمام الفتى والفتاة المتمتعين بقواهما العقلية ثمان عشرة سنة شمسية".
- 20- إقرار قاعدة المتابعة في حالة الزواج القسري ليس فقط بناء على شكاية الشخص المتضرر من الجريمة وإنما أيضا إقرار تحريك الدعوى العمومية تلقائيا في حالة إكراه شخص قاصر (أي شخص يقل سنه عن 18 سنة) على الزواج.
- 21- حذف الفصل 418 من القانون الجنائي الذي ينص على أنه "يتوفر عذر مخفض للعقوبة في جرائم القتل أو الجرح أو الضرب، إذا ارتكبتها أحد الزوجين ضد الزوج الآخر وشريكه عند مفاجأتهما متلبسين بجريمة الخيانة الزوجية".
- 22- التنصيص في الفصل 400 من القانون الجنائي، على متابعة الجرح أو الضرب العمديين في حالات العنف ضد النساء بغض النظر عما إذا نتج



عنه أو لم ينتج عجز لا تتجاوز مدته عشرين يوما.

- 23- تجريم الأفعال المنصوص عليها في المادتين 3 و 5 من مشروع القانون بغض النظر عن طبيعة العلاقة بين الضحية والفاعل.
- 24- تشديد العقوبة بصفة ممنهجة في حالات العنف التالية: عندما يكون الفاعل (1) الزوج الحالي أو السابق، أو الخطيب الحالي أو السابق أو (2) أحد أفراد الأسرة، أو (3) شخصا يقيم مع الضحية، أو (4) شخصا أساء استعمال سلطته، أو (5) حالة العود، أو (6) ارتكبتها ضد شخص في وضعية هشاشة، أو (7) ضد طفل أو محضوره، أو (8) عند تعدد الجناة، أو (9) عندما تكون الجريمة مسبقة أو مقترنة بعنف بالغ الخطورة، أو (10) عند ارتكاب الجريمة باستعمال السلاح أو التهديد به، أو (11) عندما تتسبب الجريمة في ضرر جسدي أو نفسي بالغ للضحية.
- 25- إدراج مادة 82-9-1 جديدة في قانون المسطرة الجنائية بمقتضاها يبلغ ضباط وأعاون الشرطة القضائية والنيابة العامة، بجميع الوسائل المتاحة، الضحايا المتمتعين بحماية القانون 103.13 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء أن لهم الحق في: أولا، حبر الضرر الذي أصابهم؛ ثانيا، أن يكونوا طرفا مدنيا إذا ما تم تحريك الدعوى من طرف النيابة العامة، أو الإبلاغ مباشرة عن وقائع العنف المشمولة بالقانون 103.13؛ ثالثا، أن يكونوا، إذا ما رغبوا في أن يكونوا طرفا مدنيا، مؤازرين بمحام أو مستفيدين من المساعدة القضائية؛ رابعا، أن تتم مساعدتهم من طرف آليات التكفل بالنساء ضحايا العنف وباقي المصالح العمومية المختصة ومن جمعية مختصة في تقديم الدعم للنساء ضحايا العنف؛ خامسا، أن يلتسوا أمرا بالحماية، كما يتم إخبار الضحايا بالعقوبات المنصوص عليها في حق مرتكب أو مرتكبي العنف وشروط تنفيذ العقوبات التي قد تصدر في حقهم.
- 26- تعديل البند الثاني من المادة 302 من قانون المسطرة الجنائية بإدراج إمكانية الاستماع عند الاقتضاء إلى الضحية في قضايا العنف ضد النساء باستخدام تقنيات تواصل ملائمة من أجل تفادي محاولة تحوير الضحية واستفادة الضحية من مواكبة مختصين في الصحة والدعم النفسيين أثناء الاستماع إلى الضحية.
- 27- إدراج مقتضى جديد على مستوى المادة 304 من قانون المسطرة الجنائية لإتاحة إمكانية الاستماع إلى الشهود في قضايا العنف ضد النساء باستخدام تقنيات تواصل ملائمة من أجل حماية للضحية.
- 28- إدراج مقتضى جديد على مستوى المادة 304 من قانون المسطرة الجنائية تنص على عدد من التدابير الضرورية لحماية حقوق واحتياجات الأطفال الشهود على أي شكل من أشكال العنف بما في ذلك تحديد الحق في الحضانة والحق في الزيارة، والحرمات من الحق في الزيارة إذا كان مخالفا لإرادة الطفل، وتقدم الدعم النفسي والاجتماعي المناسب مع سن الطفل الشاهد.
- 29- إدراج مادة 296-1 جديدة من قانون المسطرة الجنائية بمقتضاها يقع عبء الإثبات (أي إثبات عدم التحرش) في حال التحرش الجنسي المنصوص عليه في المادة 503-1 من القانون الجنائي على المدعى عليه في حالة ما إذا كانت له سلطة على الضحية في المجالين المهني أو الدراسي.
- 30- في تعديل المادة 7 من قانون المسطرة الجنائية وذلك لتمكين جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية والمختصة، وليس فقط الجمعيات المعلن أنها ذات منفعة عامة، من أن تنتصب في حدود مجال اهتمامها المنصوص عليه في قانونها الأساسي طرفا مدنيا في كل دعوى مدنية للتعويض عن الضرر الناتج عن جناية أو جنحة أو مخالفة.
- 31- إضافة تدابير الحماية التالية التي تتخذ فورا من طرف الشرطة القضائية أو النيابة العامة، حسب الحالة، في قضايا العنف ضد النساء: توجيه الضحية نحو خلية استقبال النساء ضحايا العنف؛ الترخيص للضحية باختيار عنوان مخبرته لدى مكتب المحامي الذي يمثله أو لدى شخص معنوي مؤهل يرافقه خلال فترة الأمر بالحماية؛ تمكين الضحية من قائمة من الأشخاص المعنويين المؤهلين القابلين لمواكبته خلال كامل فترة الأمر بالحماية (مثلا جمعيات متخصصة). ويمكن له، بعد موافقته، تبليغ الشخص المعنوي المؤهل بعنوان الضحية الفعلي، بغرض الاتصال به.
- 32- إضافة مادة جديدة في المسطرة الجنائية، تتعلق بالتسوية الجنائية في حالة جريمة تبديد أو تقويت الأموال بين الزوجين أو في حالة التحايل على مقتضيات مدونة الأسرة المتعلقة بالنفقة أو السكن أو المستحقات المترتبة عن إنهاء العلاقة الزوجية أو باقتسام الممتلكات. ويذكر المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن التسوية الجنائية هي عقوبة بديلة ولا تعتبر شكلا من أشكال الوساطة أو الصلح.
- 33- تعديل المادة الأولى من قانون رقم 04.00 بتغيير وتتميم الظهير الشريف رقم 1.63.071 الصادر في 25 من جمادى الآخرة 1383 (13 نوفمبر 1963) حول إلزامية التعليم الأساسي وذلك بإدراج مقتضى يضمن لأبناء النساء ضحايا العنف اللواتي غيرن مكان إقامتهن في إطار أو امر الحماية أو التدابير الوقائية بالالتحاق فورا بأقرب مدرسة محل إقامتهم الجديد.



- 34- التنصيص في القانون 65.99 المتعلق بمدونة الشغل على حق العاملة ضحية حالات العنف المنصوص عليها في القانون 103.13 في الاستفادة، مقابل الإدلاء بالأمر بالحماية الصادر لفائدتها، بتخفيض أو إعادة تنظيم ساعات عملها أو نقلها إلى مقر آخر. وفي نفس السياق، يقترح أن تتضمن مدونة الشغل مقتضى يسمح باعتبار الغياب أو التأخر عن العمل الناجم عن حالات العنف المنصوص عليه في القانون 103.13 غيابا أو تأخرا مبررا.
- 35- حث المجلس الوطني لحقوق الإنسان الجماعات على المساهمة بشراكة مع الدولة في إحداث المراكز الاجتماعية لإيواء النساء ضحايا العنف مما يمكن من ضمان مستوى هام من القرب في مجال حماية النساء ضحايا العنف.
- 36- إضافة مقتضى إلى الفقرة الأولى من المادة 10 من مشروع القانون 103.13 تحث بموجبه خلايا التكفل بالنساء ضحايا العنف بالمراكز الاجتماعية للإيواء المحدثة بالجماعات وعند الاقتضاء بمؤسسات الرعاية الاجتماعية المنصوص عليها في القانون رقم 14.05 المتعلق بشروط فتح مؤسسات الرعاية الاجتماعية وتديرها.
- 37- تعديل الفقرة الثانية من المادة 10 من مشروع القانون بإضافة مهمة تقديم خدمات خطة الأمان بما فيها السكن الآمن للضحايا وأطفالهن ضمن مهام خلايا التكفل بالنساء ضحايا العنف.
- 38- إضافة مقتضى يمكن بموجبه الاستعانة بأعضاء من جمعيات عاملة في مجال محاربة العنف ضد النساء لدعم خلايا التكفل بالنساء ضحايا العنف وذلك على أساس شراكات متعددة السنوات ومحددة الأهداف بين السلطة الحكومية المكلفة بالعدل والجمعيات العاملة في مجال مكافحة العنف ضد النساء.
- 39- بخصوص اللجنة الوطنية للتكفل بالنساء ضحايا العنف، اقترح المجلس إشراك السلطة الحكومية المكلفة بالعدل في مسلسل اقتراح رئيس-رئيسة اللجنة الوطنية للتكفل بالنساء ضحايا العنف، وعضوية ممثل-ممثلة عن الهيئة المكلفة بالمنصفة ومكافحة كل أشكال التمييز والمجلس الاستشاري للأسرة والطفولة باقتراح من رؤساء-رئيسات الهيأتين المذكورتين، وممثل عن الوكيل العام للملك لدى محكمة النقض باقتراح من هذا الأخير و ثلاث ممثلين عن مجالس الجهات ومجالس العمالات والأقاليم ومجالس الجماعات، تقترحهم السلطة المكلفة بالداخلية في عضوية اللجنة الوطنية المذكورة.
- 40- عضوية كاملة لممثلين عن الجمعيات العاملة في مجال مكافحة العنف ضد النساء في اللجنة الوطنية للتكفل بالنساء ضحايا العنف وفقا لمعايير يحددها نص تنظيمي.
- 41- عضوية الجمعيات العاملة في مجال مكافحة العنف ضد النساء في اللجان الجهوية والمحلية للتكفل بالنساء ضحايا العنف.
- وتجدر الإشارة أخيرا إلى أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، كان قد أصدر مذكرة بشأن "محاربة العنف ضد النساء"، في سنة 2013.

الحكومة تصادق على مشروع قانون تقدم به "مصطفى الرميد" حول تعديل القانون الجنائي

ماروك أنباء

30 ماي 2016 - 00:16

تدارس مجلس الحكومة مشروع قانون رقم 16-10 القاضي بتغيير وتتميم مجموعة القانون الجنائي، وقرر مواصلة مناقشته في اجتماع لاحق وكان هذا المشروع محط إشادة من طرف مجموع المتدخلين في مجلس الحكومة نظرا لأهميته، خاصة وأنه يشكل محطة أساسية في تنزيل التوجيهات السامية المضمنة في خطاب جلالة الملك محمد السادس بتاريخ 20 غشت 2009 بمناسبة الذكرى 56 لثورة الملك والشعب، وكذا الخطاب الذي ألقاه جلالاته بمناسبة تنصيب أعضاء الهيئة العليا للحوار الوطني حول إصلاح منظومة العدالة بالدار البيضاء يوم 8 ماي 2012، بالإضافة إلى تنزيل دستور المملكة لسنة 2011 الذي جدد التزام المملكة بحماية منظومة حقوق الإنسان، والاتفاقيات الدولية التي صادقت عليها المملكة، وكذا التوصيات الصادرة عن الآليات الأممية لحقوق الإنسان بمناسبة موارستها لوضعية هذه الحقوق بالمملكة.

و تم إعداد هذا المشروع بالاستناد على التوصيات التي خلص إليها الميثاق الوطني حول إصلاح منظومة العدالة وكذا ملاحظات المجلس الوطني لحقوق الإنسان وتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، مع الاسترشاد بالقانون المقارن

وجاء هذا المشروع، الذي تقدم به وزير العدل والحريات، بعدة مستجدات تم تجريم أفعال جديدة نشأت أساسا من مقتضيات الدستور ومن الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب ويتعلق الأمر بتجريم الاختفاء القسري وتهريب المهاجرين واستفاداة الغير بسوء نية من الجرائم المالية المتعلقة بالاختلاس والغدر والرشوة واستغلال النفوذ بالإضافة إلى إدراج جرائم الإبادة والجرائم ضد الإنسانية وجرائم الحرب.

وتمت من جهة أخرى، مراجعة أركان أو تعاريف بعض الجرائم من قبيل جريمة التعذيب أو تعريف الأسلحة وإعادة توصيف جرائم الاعتداء والاستغلال الجنسي عندما يكون الطفل الضحية لها واعتبارها جنایات مع التنصيص على عدم إمكانية تمتيع الفاعل بظروف الخفيف في جرائم العنف والاعتداء أو الاستغلال الجنسي التي تستهدف الأطفال.

أما من ناحية المستجدات في مجال العقوبة، فقد حافظ المشروع على مفهوم العقوبة من حيث كونها إيلاما، ولكنها توخت أن تحقق ما فيه ردع مرتكب الجريمة وإصلاحه في نفس الوقت، وإقرار عقوبات بديلة للعقوبات السالبة للحرية، مع تحديد هذه العقوبات البديلة في العمل من أجل المنفعة العامة والغرامة اليومية وتقييد بعض الحقوق أو فرض تدابير رقابية أو علاجية أو تأهيلية.



تشبيك ومأسسة أندية التربية على المواطنة

51148 آخر ساعة

دعا المشاركون في لقاء نظم، أخيرا، في الرشيدية حول "القيم ومنظومة حقوق الإنسان بالمدرسة المغربية" الى تشبيك ومأسسة أندية التربية على المواطنة وحقوق الإنسان بالمؤسسات التعليمية وتوفير فضاءات ووسائل اشتغالها. وأكد المشاركون خلال هذا اللقاء، الذي نظمته الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين بجهة درعة-تافيلالت بالتنسيق مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرشيدية -ورزازات، على الأهمية التي تكتسيها إشاعة ثقافة حقوق الإنسان بالمدرسة وتوطيد العلاقة بين المدرسة والمصالح الخارجية بالجهة بصيغة تعاقدية، وتقوية آليات التعاون بين المدرسة وكافة المتدخلين، علاوة على انخراط المؤسسات الإعلامية في ترسيخ القيم بالمؤسسة التربوية وإعداد مدرسة حاملة للقيم. كما دعا المشاركون الى خلق بيئة ملائمة للتكوين في مجال حقوق الإنسان وتنظيم قوافل تحسيسية باقاليم الجهة للتعريف بثقافة حقوق الإنسان، مع رد الاعتبار للمدرسة والإدارة والمدرس، وخلق وسط ملائم بالمدرسة لتفعيل الديمقراطية سلوكا وممارسة، وإيلاء أهمية كبيرة وتتمين جهود الإدارة التربوية وإعطائها صلاحيات تديرية مع ربط المسؤولية بالحاسبة، وإحداث جائزة للقيم داخل المؤسسة التعليمية، وتوحيد المفاهيم والقيم، وإبراج مادة التربية على المواطنة وحقوق الإنسان في البرامج الدراسية في جميع الأسلاك التعليمية. ●



أسامة حسن يتهم حقوقيين بتحريضه

١٤٥

● هدى سحلي

على إثر صدور التقرير الأخير لوزارة الخارجية الأمريكية حول أوضاع حقوق الإنسان بالمغرب الذي أدرجت فيه حالة أسامة حسن، ضمن ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، بعث هذا الأخير رسالة إلى كل من السفارة الأمريكية، ومصطفى الوعيد، وزير العدل والخريات، ورئيس الحكومة، بالإضافة إلى المندوب الوزاري لحقوق الإنسان، والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بنقي من خلالها تعرضه للاختطاف والتعذيب، متهما أعضاء من الجمعية المغربية لحقوق الإنسان بتحريضه لانتزاع هذه المزاعم والأكاذيب. وقال أسامة حسن في تصريح للجريدة، نهاية الأسبوع الماضي، إن «كل ما جاء في شريط الفيديو على موقع التواصل الاجتماعي، بشأن تعرضه للاختطاف والتعذيب من طرف أشخاص مجهولين لم يكن سوى مزاعم وانعاشات كاذبة، وهي القضية التي حوكم من أجلها بثلاث سنوات سجنا نافذا وتعميؤس مدني قدره 100 ألف درهم لصالح الإدارة العامة للأمن الوطني بتهمة الإساءة الكاذبة والتبليغ عن جريمة يعلم بعدم حدوثها. وأضاف المصدر ذاته، أنه استغرب ورود اسمه بتقرير الخارجية الأمريكي، في حين لم يتم التواصل معه بشكل مباشر من طرف القائمين على التقرير الأمريكي، خاصة في الظرفية الحالية التي قال أسامة إنها تتطلب تقوية الجسد داخليا ومواجهة كل التحديات والأخطار المحدقة بالبلد التي تهدف إلى زعزعة استقراره، منددا بتوظيف وتداول قضيته للإساءة للوطن، وتدخل أي جهة خارجية

للشؤون الداخلية لسوطن تحت أي ذريعة كانت، مؤكدا أن جل مراحل المحاكمة ابتدائيا واستئنافيا، مرت

في ظروف تمتع خلالها بجميع الحقوق المخولة له قانونا، وحول أسباب ادعائه للاختطاف والتعذيب، أكد أسامة حسن، أنه كان تحت تأثير وضغوطات وإكراهات من طرف أعضاء من الجمعية المغربية لحقوق الإنسان لافتراء هذه المزاعم والأكاذيب، وأن حادثة سنة وانعدام تجزئته في الحياة وسذاجته آنذاك، كانت عاملا من العوامل لذلك، مؤكدا أن قصده لم يكن الإساءة إلى أي جهة أو أي مؤسسة وطنية، ولكن تم توظيف من طرف أعضاء من الجمعية المغربية لحقوق الإنسان لخدمة أهداف لا يعلمها من جهتها، تسالمت خديجة العياني، نائبة رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، عن الأسباب التي جعلت أسامة حسن يسكت عن هذه المعطيات التي أدلى بها بعد مرور سنتين، موضحة أن الجمعية، لن تصدر أي موقف رسمي إلا بعد صدور وثيقة رسمية من أسامة حسن، وأضافت العياني، في تصريحها للجريدة، أن الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، لم تقم إلا بواجبها، وقالت في هذا الصدد " إنسان اشتكى تعرضه للاختطاف والتعذيب، استمعنا له كما نفعل في جميع القضايا الأخرى التي تشتمل عليها الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، وأسامة حسن أكد اختطافه وتعذيبه من طرف مجهولين". كما أكدت العياني، أن ما طالبت به الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، هو فتح تحقيق في هذه المزاعم، وخصاسية المسؤولين في حالة ثبوتها، كما لم تتهم الجمعية أي جهة وأردفت المتحدثة ذاتها، "نحن لسنا في مكان الضحية"، فما تقوم به، لا يتعدى دور الوساطة ما بين الضحية والسلطات، لكي تقوم بواجبها في فتح تحقيق، مشيرة إلى أنه من المفروض على النيابة العامة، فتح التحقيق بشكل تلقائي دون تدخل الجمعية، وطالما لم تفعل "دونا العمل ديالنا". وأكد حسن، أنه بعد صدور تقرير الخارجية الأمريكية حول أوضاع حقوق الإنسان في المغرب وإيراد اسمه ضمن ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، قرر بمحض إرادته تقديم توضيحاته في الموضوع ●

بعد صدور تقرير
الخارجية الأمريكية
قرر حسن بمحض
إرادته تقديم
توضيحاته في
الموضوع.



جمعية أنا و أنت تظاهرة كبرى بشراكة مع الصحة والتربية والتعليم وحقوق الانسان بفاس

في إطار الاحتفال باليوم العالمي للامتناع عن تعاطي التبغ تنظم جمعية "أنا و أنت" تظاهرة كبرى بهذه المناسبة و ذلك بشراكة مع :
مندوبية وزارة الصحة بفاس؛
المديرية الإقليمية لوزارة التربية الوطنية و التكوين المهني بفاس؛
اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بفاس؛
مقاطعة أكادال بفاس.

الموعد يوم الثلاثاء 31 ماي 2016 بقصر المؤتمرات بفاس على الساعة الثانية زوالا :
* معرض للفن التشكيلي من إبداعات الشباب حول ظاهرة التدخين و تعاطي المخدرات
* عروض مسرحية حول الظاهرة
* مداخلات الجهات المنظمة
عن رئيسة جمعية أنا و أنت: د. فاطمة أحسين

<http://fes-today.com/2016/05/%D8%AC%D9%85%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D8%A3%D9%86%D8%A7-%D9%88-%D8%A3%D9%86%D8%AA-%D8%AA%D8%B8%D8%A7%D9%87%D8%B1%D8%A9-%D9%83%D8%A8%D8%B1%D9%89-%D8%A8%D8%B4%D8%B1%D8%A7%D9%83%D8%A9-%D9%85%D8%B9-%D8%A7/>



من أجل تعزيز دور الجامعة في رفع الوعي بالتغيرات المناخية وآثارها على حقوق الإنسان

صباح طنجة

نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بطنجة- تطوان، بشراكة مع المدرسة الوطنية للتجارة والتسيير وبتعاون مع جامعة عبد الملك السعدي، أمس السبت الملتقى الجهوي الجامعي الثاني تحت شعار: "من أجل تعزيز دور الجامعة في رفع الوعي بالتغيرات المناخية وآثارها على حقوق الإنسان"، وذلك في إطار الانخراط في الاستعدادات لتنظيم مؤتمر الأمم المتحدة بشأن تغير المناخ (COP22) الذي ستحتضنه مدينة مراكش في نونبر 2016 وكذا التحضير لمؤتمر الأطراف لبلدان حوض البحر الأبيض المتوسط حول المناخ "ميدكوب 22" الذي سينظم بمدينة طنجة في يوليوز المقبل. ويهدف هذا الملتقى، الذي شارك في أشغاله مجموعة من الخبراء والأساتذة الجامعيين والفاعلين المؤسساتيين والجمعويين والطلبة، إلى تعبئة وتحسيس الطلبة بالجامعة بالتغيرات المناخية وتأثيرها على الحق في التنمية المستدامة، وعلاقتها بالنوع الاجتماعي، وكذا الرفع من الوعي بهذه الظاهرة عبر خلق منهجية فعالة للتحسيس والتعريف بدور المجتمع المدني في مؤتمرات الأطراف حول المناخ. و ضم برنامج هذا اللقاء كذلك تقديم ومناقشة آثار التغيرات المناخية على ثمان دول (المغرب، كندا، مصر، جزر القمر، فرنسا، ألمانيا، الصين، السويد)، وتقديم ملاحظات كل دولة حول اتفاقية باريس المنبثقة من مؤتمر الأطراف 21. كما تم عرض استراتيجيات هذه الدول حول التكيف والتخفيف من مخاطر التغيرات المناخية، إضافة إلى انتظاراتها من المؤتمر المقبل بمراكش، بمشاركة مجموعة من الطلبة عن ثمان مؤسسات بالجهة، المدرسة الوطنية للعلوم التطبيقية، المعهد الوطني للعمل الاجتماعي، المدرسة الوطنية للتجارة والتسيير، كلية العلوم والتقنيات، المعهد العالي الدولي للسياحة بطنجة، كلية العلوم بتطوان، الكلية المتعددة التخصصات بالعرراش، وكلية الآداب والعلوم الإنسانية بمرتيل، كما شهد هذا الملتقى تقديم عروض فنية مختلفة وتوزيع شواهد المشاركة. يذكر أن اللجنة الجهوية بطنجة قد نظمت في نونبر 2014 النسخة الأولى للملتقى الجهوي الجامعي تحت شعار "أي دور للجامعة في ترسيخ قيم وثقافة حقوق الإنسان؟"، كان من أبرز أهدافها تهمين دور الجامعة في إشاعة وترسيخ ثقافة وقيم حقوق الإنسان في الوسط الجامعي وتقوية التواصل والتشبيك بين أندية المواطنة وحقوق الإنسان على مستوى الجامعة.



قائمة بأسماء 124 سلفيا في الديوان الملكي طلبا للعفو 30/05/2016-حفيظ الصادق

يتوقع السلفيون المغاربة عفوا جديدا عن معتقليهم في السجون قبيل رمضان او في شهر رمضان على اقصى تقدير بعدما بعث الشيخ السلفي البارز عبد الكريم الشادلي بمراسلة جديدة الى الديوان الملكي للعفو عن قائمة ثانية من السلفيين.

ووفق يومية "اخبار اليوم" فقد قال الشادلي انه بعث بالمراسلة الجديدة واتوقع ان يستجاب لطلي في شهر رمضان على ابعد الحدود وتضمنت القائمة بحسب ما اسر الشادلي لليومية 124 معتقلا بينهم عبد القادر بليرج ، المحكوم بالاعدام ، وباقي الافراد المعتقلين بمعيتة ومحمد دامير ومجموعته الشهيرة بخليّة الحجرة والتكفير التي اوقفت عام 2002 وكان مدانا بالاعدام قبل ان يخفض عفو ملكي العقوبة الى 30 عام سجنا .

وكان الشادلي يقف وراء تسليم الديوان الملكي طلبا بالإفراج عن الدفعة الاولى من المعتقلين السلفيين العام الفائت وقدم اسماء 73 شخصا منح 37 منهم العفو في نوفمبر الماضي وهو الان ، يطمح الى مزيد من عمليات الافراج بمقتضى العفو الملكي ويقول لنا "ان السلطات بصدد اجراء مراجعة للقائمة الجديدة وتوحي المؤشرات بالخير".

ولا تتضمن القائمة الجديدة اي اسم للمتطرفين الموالين للتنظيم "داعش" بالرغم من ان الشادلي يقول ان بعض هؤلاء لا ينبغي ان يقوا في السجن لانهم كانوا من المغرر بهم وكانت نواياهم حسنة ، بعضهم دفعتهم الظروف المزرية الى السفر نحو سوريا ويقود الشادلي جهودا حثيثة لإقناع المسؤولين الرسميين بتغيير وجهة نظرهم حول السلفيين **وقال ان الفكرة الرئيسية التي احاول طرحها دوما في المناقشات هي ان ال 12 الف سلفي الذين اعتقلوا منذ حادث 16 ماي عام 2003 لا يشكلون في غالبيتهم اي مصدر للخطر بل بامكانهم ان يكونوا قوة مساندة للملكية وقد اخبر محمد الصبار "الامين العام للمجلس الوطني لحقوق الانسان" بذلك .**

ويرى الشادلي ان جهات في الدولة لا يروقها حماس السلفيين الى العمل السياسي ولذلك تحاول عرقتهم باي طريقة ومن ذلك ما قال ان السلطات لم تسمح له بعد بممارسة نشاطه الحقوقي مذكرا بانه بعث بملف كامل لتأسيس جمعية تعنى بحقوق الانسان الى السلطات المختصة لكنه بعد شهور من فعل ذلك لم يمنحوني لا وصلا مؤقتا ولا ايصالا نهائيا" ان الملف لدى الاستعلامات العامة وكل مرة استفسرهم يقولون لي انهم مشغولون بالبحث وانجاز التقارير عن كل عضو في جمعيتي التي ارغب في تاسيسها وبان هذه العملية ستستغرق وقتا طويلا .